

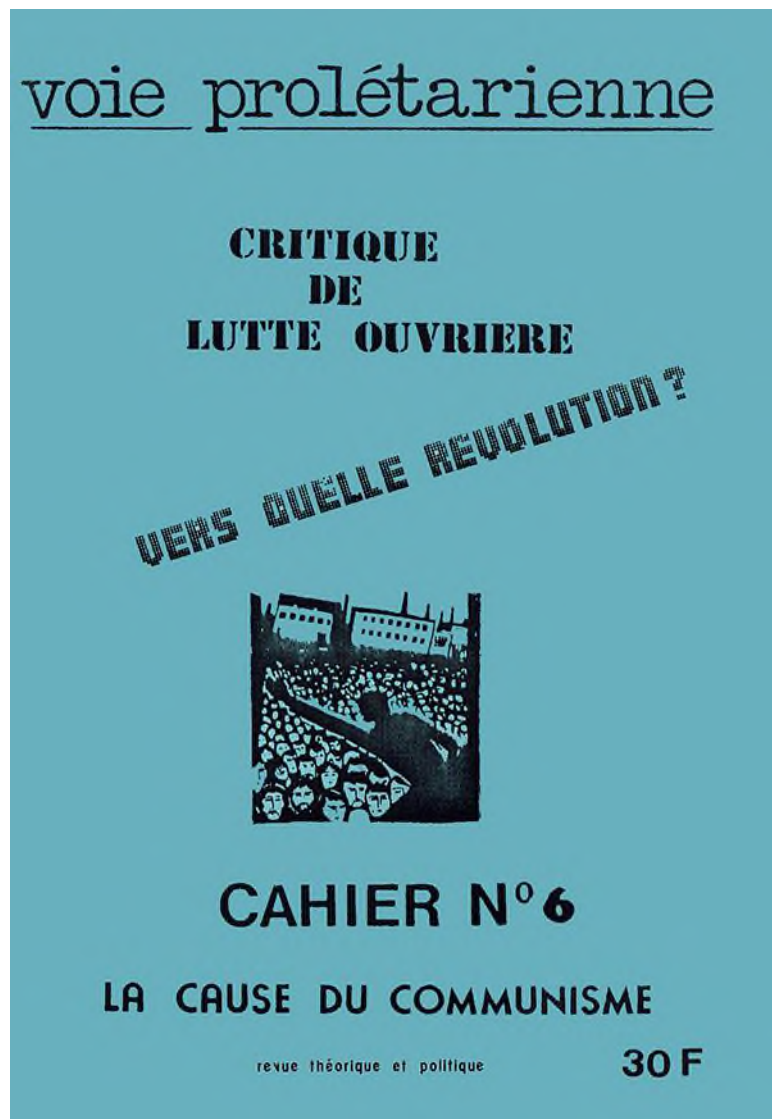
INTRODUCTION

Nous connaissons aujourd'hui une période de reflux du mouvement ouvrier. Reflux qui touche aussi bien le mouvement revendicatif (qu'on ne rappelle les grèves d'après 68, Renault, Lip, ainsi que les grandes manifestations qui y étaient liées) que l'importance et l'impact du mouvement révolutionnaire.

Dans ce reflux, LO reste la seule organisation d'extrême gauche qui garde une certaine influence dans la classe ouvrière. Dans les entreprises où LO est présente, ses positions sont régulièrement exprimées par ses tracts et ses bulletins d'entreprise. Ses militants y sont reconnus comme de bons défenseurs des intérêts ouvriers.

Là où elle n'est pas implantée, LO s'est aussi fait reconnaître depuis plusieurs années comme l'organisation d'extrême gauche qui rassemble le plus de voix aux élections. Tout cela peut faire de cette organisation un pôle de regroupement ouvrier embryon d'un futur parti révolutionnaire.

Néanmoins, pour en juger, il ne suffit pas de constater la force relative de LO dans la classe ouvrière. LO nous conduit-elle vraiment à notre



libération ? S'engage-t-elle dans la voie d'une révolution prolétarienne et du communisme ?

Nous ne le pensons pas ! Non pas parce que ses militants ne seraient pas sincèrement convaincus de la nécessité d'abattre le capitalisme, mais parce que les positions qu'ils défendent constituent une rupture inconséquente avec le réformisme.

C'est ce que nous essayons de démontrer en publiant cette brochure qui rassemble les textes suivants :

- un premier texte assez long analyse les conceptions générales de LO sur la marche à la révolution et la société de transition au communisme. Ce document, destiné à l'origine à la formation interne, est assez ancien. Sa première rédaction date de 1983. Il demeure valable à quelques détails près¹. Il a néanmoins de nombreuses lacunes, comme par exemple l'absence de critique des positions de LO sur la crise².
- Deux textes repris du journal « Combat Communiste »³ concernent justement la position de LO sur cette crise. Nous partageons tout à fait l'analyse critique de ces camarades.
- Un article de « Partisan » d'avril 1988 sur la parenté des positions politiques de LO avec celles du PCF⁴.

¹ Par exemple, à l'époque, LO cherchait à reprendre le drapeau de la gauche abandonné par la gauche PC-PS au pouvoir, en s'affirmant comme la seule force authentiquement de gauche. Aujourd'hui, LO a relativement abandonné ce discours.

² Cette position n'avait pas à l'époque le caractère systématisé qu'elle a pris depuis. En quelques années LO a repris un par un la plupart des thèmes d'analyse et de propagande du PCF pour en arriver, au cours du Cercle Léon Trotsky, à une analyse globale voisine de celle du PCF.

³ « Combat Communiste », organisation aujourd'hui (2026) disparue, était une organisation constituée par une fraction exclue de Lutte Ouvrière. Nous n'avons pas numérisé ces deux textes. Par ailleurs, ce sont ces camarades qui avaient rédigé la brochure « Critique du programme de transition de Trotsky », en ligne sur notre site <https://ocml-vp.org/article1736.html>.

⁴ Cet article de « Partisan » est numérisé par ailleurs sur notre site : « Lutte Ouvrière ou le PC « bis » » <https://ocml-vp.org/article2976.html>

Pour que les lecteurs aient une idée plus précise de la façon dont ces désaccords se traduisent dans la pratique, nous publions aussi deux autres textes :

- un document d'une cellule d'usine de Voie Prolétarienne expliquant les différences d'intervention entre les deux organisations sur le site⁵.
- enfin un tract de cette même cellule traitant de la restructuration d'un atelier⁶.

Cette brochure, même si elle fait un peu le tour des positions de LO, ne prétend pas à l'exhaustivité. Ne sont pas abordées les positions de LO sur la question femme, sur l'immigration, positions qui l'ont toujours tenu à l'écart de ces mouvements. N'est pas abordé non plus l'anti-impérialisme de LO. Manquent aussi ses positions sur la lutte armée et la violence révolutionnaire⁷. Ajoutons enfin qu'il aurait été nécessaire d'actualiser les critiques de cette brochure à partir du livre-programme de LO « Il faut changer le monde ».

Malgré toutes ces insuffisances, cette brochure nous semble un élément permettant d'avancer dans l'élaboration d'une pratique révolutionnaire aujourd'hui.

A l'heure où les coordinations fleurissent, où la classe ouvrière manifeste une volonté de renouveau organisationnel, il est important d'avoir une politique qui favorise réellement son émancipation. Faute de quoi, la classe ouvrière sera conduite, par d'autres organisations, vers les mêmes cul-de-sac.

Claude Magnan (avril 89)

Note 2026 : Dans le cadre de la numérisation progressive de nos archives les plus importantes, c'est suite à la demande d'un lecteur que nous avons décidé de republier cette brochure de 1989, elle-même appuyée sur un texte de 1983.

La réserve présente dans cette introduction sur le caractère un peu dépassé de ce texte est d'autant plus importante. Néanmoins, à la relecture, la critique nous semble toujours pertinente et conforme à ce que nous connaissons de l'activité et des positions de Lutte Ouvrière. Avec donc toutes les réserves liées aux années passées, elle est encore utile pour comprendre les positions trotskistes de cette organisation et à l'inverse pour éclairer notre conception du travail politique.

⁵ Non numérisé, nous n'avons pas retrouvé l'original

⁶ Tract également numérisé par ailleurs sur notre site : « Quel avenir pour les ouvriers de la Mécanique ? » <https://ocml-vp.org/article2977.html>

⁷ LO, en faisant l'amalgame entre les Brigades Rouges, Action directe et les attentats aveugles de l'automne 86 a participé largement au concert bourgeois contre tous les « terroristes ».

PREMIÈRE PARTIE : LUTTE OUVRIÈRE ET LA MARCHÉ À LA RÉVOLUTION

I. CONTRE QUI FAIRE LA RÉVOLUTION ?

Evidemment, nul doute qu'à cette question tous les militants de LO répondent : « contre la bourgeoisie, bien sûr ! » Mais la bourgeoisie qui est ce ? Il est moins facile de répondre à cette question. Nous allons le voir à travers les positions de LO.

A) Sortir du piège « droite ou gauche ? »

Les révolutionnaires ont à se prononcer sur le confit droite/gauche. Pour la bonne raison que l'opposition de ces partis de droite ou de gauche apparaît, pour la plupart des travailleurs, comme l'essentiel du débat et des enjeux politiques.

Spontanément la « politique » est pour eux comme une lutte entre divers groupements pour la conquête des postes ministériels. La démocratie organise cette lutte... c'est l'œuvre de la politique bourgeoise.

« Décider périodiquement, pour un certain nombre d'armées, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois... » (Lénine : l'Etat et la révolution, ed Pékin, p56).

Dans cette lutte, donc, se dégagent pratiquement toujours deux camps, comme c'est le cas en France aujourd'hui. L'un d'eux affirme ouvertement défendre les intérêts des entreprises (c'est à dire ceux de la bourgeoisie). L'autre affirme concilier les intérêts des travailleurs avec ceux du pays, de l'industrie, etc. Et quand ils sont au gouvernement, ces derniers gèrent les affaires en bons capitalistes Ce que nous vivons aujourd'hui n'est pas exceptionnel. La même chose se passe aux USA (républicains et démocrates), en Grande Bretagne (conservateurs et travaillistes).

La perception qu'ont les ouvriers de la société ne s'élève pas d'emblée à une conscience claire des intérêts de classe que défendent ces partis. Et cela d'autant plus que les revendications ouvrières n'expriment le plus souvent spontanément qu'une volonté d'aménager son sort dans le cadre du capitalisme. Ces revendications trouvent un relais dans les organisations réformistes de toutes sortes : humanistes, cathos, pacifistes bêtards, syndicats ou partis corporatistes, chauvins, patriotards. etc. Ces partis maintiennent les revendications dans les ornières individualistes, corporatistes, nationalistes, en accentuant les aspects qui sont compatibles avec la bonne marche du capitalisme et en cherchant à éliminer les aspects qui lui sont contradictoires.

Nous aussi, nous parlons de la nécessité d'un parti politique, de la nécessité pour la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir d'Etat. Là s'arrête la similitude avec les autres partis. La lutte politique n'est pas principalement pour des révolutionnaires communistes le moyen de se faire porter au pouvoir, mais le moyen pour que les ouvriers détruisent ce pouvoir bourgeois et lui substituent le leur.

Développer les idées révolutionnaires et organiser les ouvriers pour transformer celles-ci en actions nécessite de se démarquer de cette conception bourgeoise de la politique Cela demande de se démarquer de la droite comme de la gauche, dont l'éternel face à face enferme les travailleurs dans le rôle de spectateurs toujours floués. Nous ne sommes pas de gauche, ni avant 81 ni aujourd'hui. Nous ne sommes pas dans le même camp que ces notables et ces bureaucrates qui affirment représenter le peuple. Nous sommes dans le camp du prolétariat et eux dans celui de la bourgeoisie. Nous voulons la révolution, le communisme. Eux veulent un capitalisme réformé. Eux veulent aménager notre prison. Nous voulons la briser.

La gauche a utilisé en effet sa crédibilité, puis le désarroi des ouvriers pour faire passer sans riposte ses mesures anti-ouvrières. Demain, elle va encore nous demander de voter pour elle pour faire barrage à la droite Il nous faut donc être très clairs. Clairs sur la nature bourgeoise de ce gouvernement: expliquer qu'on doit le combattre et

répéter qu'un gouvernement bourgeois de gauche est capable de nous attaquer tout aussi durement qu'un gouvernement bourgeois de droite.

Le fait que pendant plusieurs années PC et PS aient gouverné ensemble nous permet de mieux montrer le contenu de classe de leurs politiques. Ils veulent aménager le système, concilier l'intérêt de l'ouvrier avec l'intérêt de l'entreprise (lisez l'intérêt de la bourgeoisie). Cette situation nous permet de faire progresser l'idée que tout gouvernement dans le cadre des institutions et de l'Etat bourgeois est amené à s'attaquer aux travailleurs, qu'il ne peut exister de « bon » gouvernement dans le cadre de cet Etat et qu'un gouvernement ouvrier ne peut naître que sur la base d'une révolution socialiste.

La LCR et le PCI ont mené campagne pour un gouvernement PC/PS (« gouvernement ouvrier »). Ils appellent depuis des années à l'unité entre toutes les organisations « ouvrières ». En semant le doute sur ce que sont ces partis, ils freinent la prise de conscience des ouvriers qui seraient prêts à rompre avec la gauche.

LO, contrairement aux deux autres organisations trotskistes, refuse de considérer la droite comme « plus dangereuse » que la gauche. Les deux mènent la même politique. La gauche, affirme-t-elle, peut même en faire parfois plus, étant donné le consensus quelle porte. LO définit le gouvernement de gauche comme un gouvernement bourgeois. Pourtant, derrière cette attitude radicale se cache une ambiguïté. Pendant les dernières campagnes, on a pu lire : « La liste 'la Voix des Travailleurs contre l'austérité' vous permettra de voter résolument à gauche sans cautionner la politique du gouvernement » (tract LO). « Il est souhaitable qu'il y ait un maximum de listes révolutionnaires qui permettent aux travailleurs et aux travailleuses d'exprimer leur soutien aux idées de gauche, leur soutien à la cause des travailleurs, mais aussi leur opposition à la politique anti-ouvrière défendue hier par la droite au pouvoir, aujourd'hui par la gauche au gouvernement » (JP Vidal Hebdo LO). C'est aussi toute l'orientation des campagnes d'Arlette Laguiller ces dernières années : « voter à gauche de la gauche », « voter le plus à gauche possible ». Au cours de la dernière campagne pour les élections européennes de 84, LO reprend même le flambeau abandonné par le PC et le PS en affirmant « Ce gouvernement n'est pas de gauche » (sous-entendu : nous, nous le sommes vraiment).

Tous ces discours sur la « gauche » freinent justement la rupture avec le réformisme. Quand Vidal (cité ci-dessus) dit que la gauche, c'est « la cause des travailleurs », ce qui est sous-entendu, c'est qu'entre le capital (la droite et le travail (la gauche) on est dans le camp du travail. On est « de gauche », on fait partie du « peuple de gauche » cher à Mitterrand. Et la droite, c'est quoi ? LO patine un peu sur la question... « Le patronat et la bourgeoisie ce qui n'est pas la même chose que la droite » dit au détour d'une phrase Lutte des Classes (N° cité, p6). Ailleurs, on dit que les ministres de gauche sont « des ministres bourgeois au service des capitalistes ». Donc, si on fait le point, on ne peut pas dire : bourgeoisie + patronat = droite. Les ministres de gauche sont bourgeois. Il y a donc des bouts de bourgeoisie à gauche. Mais la gauche, c'est le camp des travailleurs... Quel casse-tête !

Au fond, comme disait Mao pendant la Révolution Culturelle, le problème c'est qu'on se bat contre la bourgeoisie et qu'on ne sait plus très bien où elle est.

B) Où est la bourgeoisie ?

Cette question est centrale à notre avis pour mener la lutte politique sur des bases de classe saines. « La gauche c'est aussi la bourgeoisie » titrons-nous en février. Et nous expliquions que le développement actuel du capitalisme, sa pénétration dans tous les secteurs, sa socialisation, sa ramification, etc. socialisent les capitalistes, changent la forme de domination et d'exercice du pouvoir. Les fonctionnaires du capital se substituent aux capitalistes privés.

Dans ce processus, la gauche représente justement l'actualité du capitalisme. La gauche telle qu'elle est ; pas telle que la portent en leur cœur les travailleurs. La présence de la gauche au gouvernement, aux affaires, dans les entreprises nationalisées, les banques, au parlement, dans les municipalités, les offices HLM, les conseils d'administration, etc. est une occasion formidable pour nous, justement, de montrer ce qu'est aujourd'hui le capitalisme et d'organiser la rupture consciente avec le réformisme.

Le capitalisme a évolué. Quand les ouvriers d'une entreprise en liquidation se rendent au ministère de l'industrie, ils trouvent en face deux des experts du PS (voire du CERES) en cravates. Ces messieurs-là ne sont pas des patrons

au sens du 19^{ème} siècle. Mais il se trouve que ce sont eux qui préparent les dossiers et qui décideront en dernière analyse du sort des ouvriers. Dans le sens, bien sûr de ce qui est rentable et viable dans une économie capitaliste. Les intérêts de tous ces gens-là sont directement ceux de l'impérialisme français. Ce sont des bourgeois, en effet.

C'est pourquoi, sans parler des ambiguïtés relevées dans la propagande de LO, on peut constater que le compromis passé avec la LCR était de taille. Dans le piège droite/gauche, les listes révolutionnaires de 83 ont fait la part belle à la gauche.

- « Il faut être nombreux pour dire haut et fort que nous ne voulons pas que la gauche continue à faire cette politique que nous condamnons, politique qui favorise le retour de la droite » (texte de l'accord LO - LCR souligné par nous).
- « Les capitalistes se réjouissent sans vergogne de l'application d'une telle politique qui répond à leurs intérêts. Mais ils utilisent toutes les concessions qu'on leur fait pour en demander plus et préparer les conditions du retour au gouvernement de leurs fondés de pouvoir » (texte de l'accord, souligné par nous).

Ne s'agit-il que de simples « concessions » ou d'une politique logique et cohérente de défense des intérêts capitalistes ? Mitterrand, Mauroy, Fabius, Delors, Fiterman ne sont-ils pas autant aujourd'hui les « fondés de pouvoir » de la bourgeoisie que Barre, Giscard et Chirac ?

En fait, ce texte établit bien une différence qualitative entre les gouvernements de gauche et les gouvernements de droite. Cela s'est vu y compris dans la propagande autonome de LO. « C'est dans la rue que nous devons soutenir le gouvernement lorsque la droite descendra. C'est dans la rue que nous devons montrer qu'aux 20000 patrons que la droite peut y faire descendre, la classe ouvrière est capable d'opposer 100000 manifestants, et bien plus décidés ». « Et si les dirigeants de la gauche ont besoin de notre soutien, c'est de cette façon qu'ils devront faire appel à nous. Pas en nous demandant de cautionner par nos votes leur politique qui n'est pas celle des travailleurs ». Défendre la gauche face à la droite et aux patrons ? Non merci ! La défaite de la gauche n'est pas notre défaite !

Il y a là chez LO une confusion entre base sociale du PCF (pour nous aristocratie ouvrière, bureaucratie ouvrière), base d'appui (pour nous classe ouvrière traditionnelle, petite bourgeoisie salariée) et ligne politique (pour nous bourgeoisie, défense du capitalisme impérialiste). La base d'appui du PCF est « la gauche », mais sa ligne politique, le projet politique de sa base sociale, eux, n'ont rien « de gauche ». Confusion déjà portée par Trotski : les partis réformistes ont une base dans la classe ouvrière, donc ils resteraient des partis politiques « ouvriers » (au sens : qui ont encore une politique un peu ouvrière).

C) Faire pression pour que la gauche reste à gauche ?

Pendant la campagne électorale des législatives de l'été 1981, LO commence par dire « ON VEUT BIEN ATTENDRE MAIS PAS ETERNELLEMENT » (Editorial de LO). Il ne s'agit pas d'un glissement de vocabulaire puisque la formule est reprise dans l'allocution télévisée d'Arlette le 10 juin et reproduite dans le journal suivant : « Les travailleurs ont gagné l'espoir. Ils veulent bien patienter, mais il faut qu'on sache qu'ils ne le feront pas indéfiniment ».

Quel est le sens de cette formule ? S'agit-il de constater que les travailleurs nourrissent des illusions dans le gouvernement de gauche ? Non. Puisqu'Arlette appelle les travailleurs à voter LO pour dire cela : c'est LO qui perle ainsi au nom des travailleurs et qui par conséquent, les invite à attendre... LO se contente ainsi de refléter « l'opinion générale » ou le point de vue répandu parmi les travailleurs à ce moment-là. Mais ce n'est pas le rôle d'une organisation révolutionnaire de se contenter de reproduire les illusions des travailleurs. Une organisation révolutionnaire aurait dû dire « refusons d'attendre ». Mais LO veut garder le plus possible d'audience dans les entreprises et récolter des voix. Donc, surtout, ne pas aller à contre-courant des idées dominantes, même fausses. C'est une constante de sa politique.

L'attente de LO et des ouvriers a vécu, de toute manière. Mais dans la lutte, LO avance des positions qui ne sont pas de nature à éclairer les travailleurs sur ce qu'est la gauche et ce qu'est la bourgeoisie.

Dans son intervention à la Mutualité le 29 janvier 82. Arlette Laguiller affirme : « Il faut que le gouvernement craigne plus les travailleurs que les bourgeois. Parce que c'est justement s'ils craignent les travailleurs qu'ils trouveront un peu de courage face aux bourgeois ». C'est là un des thèmes favoris des trotskistes : le

gouvernement est couard, il est peureux face aux patrons, mais qu'il se rassure, nous serons là pour le soutenir s'il nous accorde quelques revendications Un peu de la même façon que la LCR remplit sa propagande de bons conseils au gouvernement, LO avertit le gouvernement qu'il s'isole et qu'il va à sa perte : d'un côté il perd la confiance des travailleurs, de l'autre il n'arrive pas à plaire à la bourgeoisie car celle-ci est viscéralement contre « la gauche ». Ce que LO oublie, c'est que les bourgeois ne s'embarrassent pas d'étiquettes politiques. Tant que le gouvernement les sert (par ses subventions, ses « indemnités », par tout ce qu'il fait pour accroître l'exploitation de la classe ouvrière) ils le soutiennent. Et si certains patrons continuent à brailler qu'on les dépouille, ça veut dire qu'ils veulent encore plus, ou alors ce n'est que de la basse propagande destinée à nous faire croire qu'on a déjà obtenu tout ce qu'on pouvait espérer. C'est donc un gouvernement qui fait tout pour plaire à la bourgeoisie, et qui lui plaira tant qu'il aura la situation en main (et notamment tant qu'il saura désarmer ou écraser la révolte). Nous n'avons ni à le défendre contre les patrons comme prétendent la LCR et l'OCI, ni à espérer qu'il arrivera à se dresser contre les patrons, comme le suggère LO.

Dans le même discours, A. Laguiller avance : « Nous devons nous préparer à pousser, avec des millions de travailleurs en lutte, le gouvernement de gauche bien plus à gauche qu'il n'avait l'intention d'aller. Et à le pousser même, pour de bon hors de la scène, pour le remplacer par un gouvernement qui soit véritablement l'émanation de la classe ouvrière, des masses populaires en lutte ». Une autre proposition est avancée : quel est ce gouvernement qui serait « véritablement l'émanation de la classe ouvrière ». La même intervention donne quelques réponses :

D) Un véritable gouvernement de gauche ?

LO, à plusieurs reprises, a avancé une sorte de programme gouvernemental contre l'austérité. Cette politique est développée en particulier dans le numéro de LO reproduisant l'intervention d'Arlette à la Mutualité le 22 avril 1982, dans l'article intitulé : « En cette période de crise, quelle serait une politique au service des travailleurs ? ». LO affirme : « Oui, une politique favorable aux travailleurs et finalement à la grande majorité de la société est possible, malgré la crise, plus même, c'est la crise qui la rend nécessaire... » Elle précise, par ailleurs, ce que serait cette politique de « bonne gestion sociale » du capitalisme.

Chômage : « Un gouvernement au service des travailleurs commencerait d'abord évidemment par... embaucher directement dans le service public » (06/ 2/82)

Licenciements : « Un gouvernement au service des travailleurs aurait dit au groupe Peugeot : si vous menacez de fermer Talbot, nous vous expropions sans indemnités » (tract 1/84)

Déficit du commerce extérieur : « Il vaut mieux laisser entrer les premiers (les magnétoscopes japonais et les voitures allemandes) et stopper l'importation des seconds (les yachts, les éléments des porte-avions nucléaires, les avions américains Awaks, etc.). Et ça suffirait largement pour supprimer le déficit » (4/82).

Financement, investissement : « Il faudrait être prêt à sévir, en confisquant immédiatement les richesses des capitalistes qui spéculent et qui font partir leur capitaux » (4/82). Il faudrait que, non seulement la production, mais les financements soient publics connus de tous, susceptibles d'être soumis au contrôle de tous ». « Une banque nationalisée unique, concentrant sous son contrôle tous les capitaux disponibles, ce pourrait être un formidable moyen de contrôle et d'intervention dans toute la vie économique. Sans même nécessairement déposséder les capitalistes de leur argent, une telle banque contrôlerait le montant de leurs capitaux et l'usage qu'elles en font ».

Formation des prix. Inflation, tarifs préférentiels : « C'est de la même façon qu'il serait possible d'empêcher les hausses des prix indues (sic) qui ne correspondent ni à un travail, ni à un service supplémentaire ». Car « ils (les travailleurs) ont les moyens de vérifier si les déclarations des capitalistes correspondent à la réalité ».

« Obliger sous peine d'expropriation les entreprises à payer leur énergie plus cher quitte à prendre sur leur profit » (4/84).

Et bien sûr **diminution du temps de travail, protection du pouvoir d'achat.**

LO envisage donc une sorte de contrôle sur le capitalisme, avec des sanctions contre les mauvais capitalistes qui spéculent ou qui licencient. Une sorte de moralisation du capitalisme assez voisine de celle proposée par le PCF. LO ne va pas, comme la LCR, jusqu'à proposer au gouvernement d'acheter le pétrole en Francs et non plus en Dollars (Edito de Krivine), mais LO a aussi ses petites solutions pour régler le déficit du commerce extérieur, enrayer la spéculation etc.

Pourtant LO précise que ce n'est pas au gouvernement actuel qu'il faut demander de changer de politique. Soit, mais alors ? Quel est donc le « bon » gouvernement susceptible de faire appel aux employés de banque pour « contrôler le système bancaire », aux ouvriers pour vérifier que les patrons n'augmentent les prix que lorsqu'ils fournissent un « service supplémentaire » ?

S'il s'agit d'un pouvoir ouvrier révolutionnaire, d'abord il faudrait une révolution pour l'instaurer, ce dont LO ne souffle mot et qui est tout de même essentiel. Ensuite, le pouvoir ouvrier va exproprier les capitalistes et non se contenter de vérifier que les capitalistes ne spéculent pas. Il commencera par briser tout ce qui est machine d'état au service de la bourgeoisie, en reclassant les employés de ces secteurs parasites dans des emplois productifs et socialement utiles.

S'il s'agit pour les révolutionnaires de proposer une politique au pouvoir ouvrier, de dire « voilà les mesures immédiates à prendre quand nous aurons arraché le pouvoir aux capitalistes » ? Si c'est cela, la politique de LO manque pour le moins d'audace ! Le capitalisme moins la spéculation, voilà qui ne risque guère d'enthousiasmer grand monde...

Nous devons affirmer que : non seulement il faudra immédiatement exproprier toutes les entreprises grandes et moyennes, mais réduire radicalement la durée du travail, supprimer les productions inutiles, mettre les improductifs au travail, partager les travaux pénibles, proclamer la gratuité de la santé, des transports, etc. Et surtout ne pas cacher que la tâche principale est de travailler à la révolution à l'intérieur et à l'extérieur. L'approfondir là où elle a triomphé, la propager là où elle n'a pas encore gagné. Surtout ne pas laisser croire qu'on pourrait éviter la crise et vivre tranquillement grâce à quelques mesures sur les importations et contre la spéculation ! Il faudrait aussi parler de la nature différente de l'état ouvrier, de la suppression des privilèges de ceux chargés de « gouverner », des principes de la Commune, etc. (que LO comme la LCR et le PCI réserve sans doute pour les cours théoriques).

S'il s'agit d'un gouvernement dans le cadre des institutions actuelles, comment viendra-t-il au pouvoir ? Par les élections ? Serait-ce un gouvernement formé par LO et une coalition de partis sur un tel programme ?

En réalité. LO propose bien, comme la LCR, une formule de « gouvernement ouvrier » intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme. Et la façon dont LO le présente ne peut que laisser penser qu'il s'agit d'un gouvernement dans le cadre du système... Or, un tel gouvernement, ni socialiste ni capitaliste, est impossible. Les vides laissés par LO (la nature du gouvernement, son mode d'instauration, etc.) ne peuvent qu'être remplis par des interprétations nettement réformistes.

Même si LO mène une politique plus claire que la LCR et le PCI par rapport au gouvernement de gauche aujourd'hui, les fondements de sa politique demeurent les mêmes : il s'agit de formules opportunistes tirées du Programme de Transition, qui débouchent, comme on vient de le voir, sur un programme gouvernemental de réformes.

Ce n'est pas avec une telle politique que LO, pas plus que la LCR ou le PCI, pourront donner des perspectives à la classe ouvrière, qui a besoin d'une politique fondée sur des principes révolutionnaires fermes : toutes ces formules de gouvernement intermédiaire ne peuvent que laisser planer les pires illusions sur la possibilité de réformer le système de l'intérieur.

E) Le programme de transition, source de l'opportunisme des groupes trotskistes.

LO se réclame du programme de transition écrit par Trotski en 1938. Déjà à l'époque celui-ci mettait en avant le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier dans le cadre... des institutions bourgeoises ».

Il s'agissait de pousser les partis de gauche à constituer un gouvernement qui ne serait plus capitaliste, mais pas encore socialiste. Trotski propose même tout un programme de mesures que devrait prendre un tel gouvernement, dont certaines comme la « nationalisation des secteurs clés de l'économie » prend aujourd'hui un caractère complètement réformiste.

D'une part, Trotski commettait une grave erreur en pensant que l'Etat capitaliste était incapable de procéder à de telles nationalisations, en particulier celles de l'ensemble du secteur bancaire. Trotski, en effet, en raison de son analyse de l'URSS, qu'il caractérisait comme un état « ouvrier », dégénéré certes, mais toujours ouvrier, à cause du maintien de l'étatisation de l'économie, limitait le capitalisme à la propriété privée individuelle du capital. Il donnait un caractère socialiste à l'étatisation de l'économie et à la planification, qui n'est en réalité que la planification de l'exploitation, quand la classe ouvrière n'est pas au pouvoir.

« Evidemment, si l'étatisation du tabac était socialiste, Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme » disait déjà Engels dans l'Anti-Dühring. (Ed. Soc. p314).

D'autre part. Trotski ne précisait pas comment un tel « gouvernement ouvrier » parviendrait au pouvoir (par les élections ?), ce qui ne pouvait qu'entraîner les interprétations les plus opportunistes.

Enfin. Trotski surestimait largement l'opposition entre les militants de base des partis « ouvriers » (PC et PS) et leur direction, considérant qu'il ne manquait pour l'essentiel qu'une « bonne direction » au mouvement ouvrier. Depuis cette époque, l'intégration de ces partis à la société capitaliste s'est largement accentuée. Un large secteur public s'est constitué, en particulier les banques sont nationalisées et pèsent sur les décisions du secteur privé. De manière générale le capitalisme a évolué, de même que les formations politiques réformistes, ce qui fait de la politique des trotskistes d'aujourd'hui, une caricature de celle de Trotski, déjà erronée.

Sans pousser le zèle jusqu'au recopiage pur et simple, comme le PCI et la LCR, LO s'inspire largement de l'orientation ayant produit le « programme de transition » pour définir le gouvernement de gauche ou élaborer le programme d'un « véritable gouvernement au service des travailleurs ».

Pour résumer, la politique de LO est le double résultat :

- d'une orientation réformiste voisine de celle du PC sur les questions de fond : qu'est-ce que la bourgeoisie, qu'est-ce que la société, comment la changer ?
- d'un suivisme vis-à-vis de la masse des ouvriers, eux même sous l'influence du PCF. Suivismes conduisant à reprendre leur représentation de la politique et à se couler dans le moule de leurs espoirs réformistes.

II. AVEC QUI FAIRE LA RÉVOLUTION ? OUVRIERS CONTRE CAPITALISTES OU « PETITS CONTRE GROS » ?

On trouve la même combinaison quand on aborde toutes les questions; en particulier celle de savoir qui va mener à bien la révolution socialiste.

A) Les petits ?

Dans un tract de la campagne électorale de 78 on peut lire « Lutte ouvrière proclame que tous les travailleurs, et par travailleurs nous entendons: les ouvriers, les employés, les artisans, les petits commerçants, les petits paysans, les femmes, dont on oublie toujours de compter le travail, doivent voter massivement contre la droite pour condamner la politique qu'elle mène depuis vingt ans ».

Depuis, les articles, et plus encore les campagnes de LO, ont précisé encore l'audience qu'elle cherche à gagner et

les forces qu'elle aspire à diriger pour nous conduire à la révolution. Il s'agit des « petites gens », du « peuple travailleur », de tous les petits, les « pauvres » qui sont opprimés, écrasés par les « gros », les « riches ». « Non, la gauche, ce sont des femmes et des hommes du peuple, qui travaillent, qui souffrent, qui aujourd'hui voient l'avenir bouché et qui voudraient que cela change. Ce sont des gens qui ne comprennent rien aux combines politiques parce qu'il n'y a rien de bon derrière ces combinaisons ».

Cet extrait de tract de la campagne présidentielle de 81 se trouvait dans un paragraphe intitulé : « Arlette Laguiller donne à la gauche le visage d'une femme du peuple honnête et sincère et qui a son franc parler ».

Dans le langage de LO ce qui était autrefois dominant c'était la classe ouvrière (voir « la grève de Renault d'avril/mai 1947 »). Puis on est passé aux classes laborieuses ou populaires, ou bien aux travailleurs. Enfin on arrive à parler des pauvres, des petites gens. La dernière campagne européenne marque une inflexion. On préfère y parler du (véritable) « peuple de gauche ». Quel fouillis !

Il est vrai que la révolution met en branle toutes sortes de couches sociales : la classe ouvrière bien sûr, mais aussi des pans entiers de la petite bourgeoisie, des petits possédants, des nationalistes divers parfois, etc. Tous ceux-ci ne se battent pas nécessairement pour les mêmes objectifs. A situations diverses, intérêts divers et aspirations diverses.

La situation de la classe ouvrière dans les rapports de production est à même de lui donner, à elle et à elle seule, la compréhension, la force et les moyens de lutter contre l'exploitation jusqu'à supprimer toute exploitation. C'est la seule classe qui n'a aucun intérêt à s'arrêter en route car la résolution de ses problèmes demande de pousser la révolution jusqu'au bout. La révolution socialiste sera d'abord l'affaire de la classe ouvrière, pas celle du « peuple ».

Avec certaines couches sociales: les employés déqualifiés, les petits paysans par exemple, la classe ouvrière a intérêt à tisser des alliances, mais à condition de se délimiter clairement, et à condition de le faire sur la base de son propre programme d'émancipation. Cela les révolutionnaires doivent l'expliquer à l'usine, sur le quartier ou à la télé. C'est indispensable pour rallier des ouvriers sur une claire conscience des intérêts de leur classe et pour rallier d'autres « travailleurs » sur ces mêmes bases, dans la négation de leurs intérêts particuliers. Ce travail est finalement de même nature que celui qui consiste à nous démarquer du clivage gauche/droite pour expliquer l'antagonisme de fond bourgeois/ouvriers.

B) Et les cadres ?

LO a pris l'habitude dans ses feuilles périodiques de mettre au pilori l'encadrement des entreprises. Elle reflète par-là l'attitude générale qui est celle des ouvriers à leur égard.

L'hebdomadaire LO a cependant consacré un dossier juste avant les élections de 78 dont la tonalité est sensiblement différente. Ce dossier avance un certain nombre d'idées : « Ils (les cadres) n'ont pas d'intérêts distincts des autres et ils auraient, eux aussi, tout à gagner à l'émancipation de la classe ouvrière » (p11). Par ailleurs le dossier affirme que « les cadres, ça n'existe pas », que c'est une création de la sociologie bourgeoise.

LO englobe les cadres dans le peuple travailleur ce qui conduit à occulter leur place dans la division du travail. Car en effet, même si c'est une catégorie fourre-tout fabriquée de toutes pièces, on sait bien que la majorité d'entre eux ont une fonction d'organisation, de direction et de répression. Leur job, c'est la capacité à organiser l'exploitation, la capacité à faire suer de la plus-value aux ouvriers pour que le capital, dont ils sont les servants, grossisse.

LO reprend même l'argumentation du PC jusque dans sa défense des salaires des cadres, « le problème n'est pas de déshabiller Pierre pour habiller Paul ».

Derrière cette position, il y a l'idée que contester (ou reconnaître) la hiérarchie n'est pas important. L'important c'est la lutte contre le patron. Que ce soit le patron, propriétaire privé ou actionnaire, ou les hauts fonctionnaires nommés par l'état. Comme nous le verrons ultérieurement à propos de la DDP, LO limite le capitalisme à la propriété individuelle. Le capitaliste, c'est le patron et non pas tout un système de rapports sociaux, des rapports de classe qu'il s'agit de bouleverser. LO ne conçoit pas que des salariés peuvent être des bourgeois, et qu'ils s'approprient par leur « salaire » une partie du profit extorqué à la classe ouvrière, parce qu'ils reçoivent plus que le paiement de leur force de travail.

Faire la révolution, c'est bouleverser tous les rapports sociaux, c'est changer les rapports de production, c'est donc aussi pour les travailleurs bouleverser la division du travail dans laquelle ils sont cantonnés. Cela demande dès aujourd'hui un travail révolutionnaire pour mettre en lumière cette division du travail et les intérêts divergents des différents protagonistes. Cela a ses conséquences dans les revendications salariales qu'on avance ou dans la manière de lutter contre un petit chef.

Comprendre avec qui faire la révolution c'est en définitive, comprendre clairement la division sociale du travail qui modèle notre exploitation, c'est comprendre le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière par la place qu'elle occupe dans les rapports de production.

C) A la campagne aussi

La position de LO est voisine de celle du PCF qui en appelle aux « travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes » pour œuvrer aux « changements profonds » portés par son programme. La cible visée par le PCF est de même nature (sans être identique) que celle de LO : ce sont les petits, depuis les petits exploiters familiaux organisés dans le MODEF jusqu'aux « pauvres » mis en avant à chaque campagne. En définitive, comme le PCF, LO est tributaire de l'idéologie dominante qui mélange tout le monde dans la catégorie des « citoyens » et des électeurs : une façon comme une autre de diluer la classe ouvrière et de gommer ses particularités subversives.

III. COMMENT FAIRE LA RÉVOLUTION ?

Ou bien, dit autrement : qu'est-ce qu'une intervention révolutionnaire dans la société d'aujourd'hui. Une intervention qui renforce en conscience et en organisation le camp de ceux qui se battent pour l'émancipation du prolétariat. En bref, une intervention qui crée les conditions pour qu'une société communiste émerge des bouleversements révolutionnaires à venir.

A) Le contenu des échos de boîte

Dans les entreprises l'intervention par tract sous l'enseigne LO se compose d'une feuille hebdomadaire de forme invariable. Au recto, l'Editorial du journal LO. Au verso, des échos de la boîte. Ceux-ci, longs de quelques lignes, sont de différents types : depuis les dénonciations de faits scandaleux, jusqu'aux potins inintéressants. Quand la matière manque pour en rédiger, les militants complètent avec des nouvelles brèves extérieures à l'usine.

Ces échos résument les tâches à accomplir à « la lutte » (de manière incantatoire). La seule transformation sociale envisagée est que les ouvriers imposent leur loi aux petits chefs. Conception où le seul projet de société qui apparaît c'est le capitalisme sans les chefs. LO en reste ainsi au niveau le plus immédiatement spontané de la classe ouvrière : la révolte contre le représentant local et direct de l'exploiteur. Elle ne l'élève à rien d'autre.

L'argument de la participation des ouvriers au bulletin ne peut justifier d'en rester ainsi à ce niveau politique. Cela d'autant plus que souvent les remarques, les critiques, la révolte des ouvriers tendent spontanément à remettre

en cause bien des fondements du capitalisme C'est-à-dire à être, même de manière confuse ou contradictoire, politiquement beaucoup plus élevés que le contenu du tract. Heureusement !

La pratique de LO tend à rabaisser le niveau du débat. La pratique réellement révolutionnaire consiste, au contraire, à approfondir les problèmes et à en tirer les conséquences politiques auprès des masses.

Sans nier l'importance des « opérations vérité », ou des tracts d'agitation en fonction d'échéances précises de la lutte sur l'usine, nous mettons l'accent sur une propagande articulant les échéances globales, les différents aspects de la société, à l'activité et aux particularités du lieu où on intervient.

B) « Les ouvriers luttent »

Les ouvriers luttent, ou ne se laissent pas faire... autant de formulations qui parsèment l'hebdomadaire et qui rendent compte, moins de l'activité des militants de LO que des réactions des masses face aux empiètements du capital.

Dans ces comptes rendus de correspondants n'apparaissent jamais les positions de LO. Les mots d'ordre et revendications sur lesquels se sont mobilisés les ouvriers, le point de vue qu'a défendu LO et avec quel succès. Les positions apparaissent parfois en opposition à celles du PC (« produisons français », « défendons l'outil de travail »), mais de manière relativement accessoire, style « ils jasant, nous on lutte ».

Et lutter, LO sait le faire. Les militants bénéficient de quarante ans d'expérience des mouvements. Le fin du fin qu'on cherche à amener, c'est le comité de grève composé de volontaires élus par l'assemblée.

La pratique de LO dans ces comités consiste à gérer la lutte au jour le jour, de façon à ce qu'elle soit la plus massive, la plus démocratique possible. Cela est juste, mais LO en reste là. De même que les comptes-rendus dans l'hebdo ne rapportent ni les débats des conflits politiques dans les boîtes ni les positions de LO dans ces débats, de même LO dans les comités de grève, rabaisse le débat et l'évite pour ne pas mettre en danger l'unité.

Dans ces conditions les comités de grève et les luttes ouvrières en général ne constituent pas pour LO un tremplin pour favoriser la prise de conscience de ce que sont l'exploitation, l'oppression, les différents rouages de la société, les tâches de transformation à mettre en œuvre et donc la nécessité d'aller plus loin. Cela constitue seulement :

- a) un moyen pour les ouvriers (en tout cas les plus combattifs) de se prendre en charge dans la « gestion immédiate de sa lutte », c'est à dire dans l'aspect le plus matériel et tactique de celle-ci.
- b) de constater que le PCF et autres bureaucrates empêchent cette prise en charge.
- c) un moyen de voir que LO, « expert en luttes », permet cette prise en charge démocratique.

Les progrès dans la compréhension de la société capitaliste se font évidemment aussi à ces occasions Mais LO n'y est pour rien. Or le travail des révolutionnaires est justement d'élargir les prises de conscience apparues à l'occasion de combats partiels, la conscience de la nécessité de la transformation révolutionnaire de la société.

Dans ce cadre, la conduite de luttes victorieuses sur des bases de masse et de classe n'est pas un but en soi : tout au plus un but provisoire. C'est essentiellement une condition bénéfique de la politique révolutionnaire à mettre en œuvre afin que la classe ouvrière (en tout cas sa fraction avancée) s'engage le plus consciemment possible dans la voie de son émancipation.

La constitution, au cours des luttes, de comités de grève, d'assemblées générales décisionnelles, sont bien des tâches au caractère stratégique comme l'affirme LO. Seulement ces structures sont pour LO uniquement des structures de lutte, la politique étant réservée à l'organisation.

Ainsi, que ce soit dans la pratique des échos, que ce soit à travers les comptes-rendus de l'hebdomadaire, ou à travers la pratique des militants dans les grèves, une constante apparaît : les ouvriers ne font pas de politique, ils luttent ; ou plutôt LO considère qu'ils font de la politique quand ils luttent. Les questions de fond ? Elles sont réservées à (l')organisation.

Dans tout cela, les militants de LO apparaissent exclusivement comme les techniciens des luttes, ceux en qui on peut avoir confiance pour la défense de nos intérêts immédiats. L'organisation sait, et les masses n'ont qu'à suivre. Le PCF ne fonctionne pas autrement dans son rapport à la classe ouvrière.

C) Les objectifs de lutte

LO ne cherche donc pas à politiser, à mettre en lumière ce qu'est la société à partir du mouvement spontané des masses. Cette absence de volonté rejaillit sur les objectifs de lutte et les revendications. Nous allons prendre deux exemples : un sur les salaires, l'autre sur les restructurations.

1) L'échelle mobile.

Cette revendication, détournée par LO est incorrecte dans la mesure où elle reconnaît l'écart des salaires entre ouvriers, agents de maîtrise et cadres. Cette reconnaissance des différences de salaire est liée à une reconnaissance de la hiérarchie dans les rapports de production actuels comme on l'a vu plus haut à propos des cadres.

La revendication du maintien du pouvoir d'achat pour tous défendue par la CGT et par LO n'est donc pas juste. Nous n'avons pas à défendre le pouvoir d'achat de nos garde-chiourmes qui gagnent de 2 à 7 fois ce que gagnent les ouvriers.

Si LO avance cette revendication c'est autant par suivisme vis à vis du PC que par une certaine communauté de pensée sur la question. De plus, cette revendication, par suite du travail de la CGT, est reprise par les ouvriers. Quoi de plus « naturel » que le maintien du pouvoir d'achat ? En fait l'expérience montre que la revendication d'augmentation uniforme est bien plus naturelle et parvient à l'emporter si on mène bataille sur ce terrain.

Sans être, par nature, une remise en cause de la hiérarchie, elle en est porteuse dans la mesure où elle remet en cause l'écart des salaires. Là-dessus peut s'appuyer une propagande qui montre que seule la remise en cause de la division sociale du travail dans la production peut remettre en cause la hiérarchie des salaires car les deux sont indissociablement liées.

2) « Aux riches de payer la crise »

Par volonté de trouver des objectifs de transition à la portée des masses, LO en avance qui sont impossibles à réaliser et qui sèment des illusions sur le système capitaliste. Exemple ; à propos des restructurations, quel que soit le secteur, LO avance l'idée : « les travailleurs ne paieront pas la crise », ce qui est juste. Mais dans la foulée elle en avance une autre, beaucoup moins juste : « les travailleurs ont assez payé, c'est aux patrons de payer ».

Logique, cette position ! L'analyse tend à chaque fois à montrer que « les gros s'en sont mis et continuent de s'en mettre plein les poches ». L'objectif assigné est alors l'ouverture des livres de comptes. Contraindre les patrons et les banques à investir. Obliger les actionnaires à subventionner, avec leurs gains passés, ce qu'ils ne jugent pas rentable aujourd'hui, etc. En bref, ce qui est proposé, c'est un capitalisme et des capitalistes sous surveillance.

L'idée selon laquelle les frais de la crise devraient être partagés correspond à une aspiration largement répandue de justice face à la crise. Mais cette idée dominante fait bon marché de la réalité du capitalisme. Chaque fois qu'il y a eu crise, les capitalistes n'ont pu s'en sortir que sur le dos de leur classe ouvrière.

En fait il ne peut y avoir que deux solutions : soit les travailleurs paient la crise encore et encore afin que les patrons restaurent leur taux de profit (ou du moins essayent), soit les travailleurs refusent jusqu'au bout d'en faire les frais, et cela impose un bouleversement économique social et politique ; en clair : la prise du pouvoir par le prolétariat à tous les niveaux. Si les travailleurs ne paient pas la crise, les patrons ne la payeront pas non plus.

car alors ils n'existeraient plus en tant que patrons.

C'est ce que nous expliquons à propos de chaque restructuration, à propos du chômage, etc. Autant nous soutenons et nous contribuons à améliorer le rapport de force face aux patrons et à l'Etat, autant nous ne laissons planer aucune ambiguïté sur les possibilités de résolution des problèmes des ouvriers (et des chômeurs) dans le cadre de cette société. Sous le capitalisme, le chômage fait de plus en plus partie du décor, les restructurations aboutissent (productivité oblige) à plus de machines pour moins d'ouvriers. Seule une société dirigée par ces derniers créera les conditions pour la fin du chômage et pour un progrès technique au service des travailleurs.

LO estime que ceux-ci sont incapables d'entendre un tel langage et donc préfère leur parler de ce qu'ils peuvent écouter, même si c'est faux. D'où le discours sur le fait que c'est « aux patrons de payer la crise », et sur la nécessité de leur mettre la bride sur le cou, de les domestiquer en quelque sorte.

De plus, ce contrôle ouvrier sur des capitalistes hostiles témoigne que LO a une bien pauvre idée à la fois des travailleurs et des patrons. Les travailleurs, s'ils avaient le rapport de force pour imposer ce contrôle de la gestion en fonction de leurs intérêts n'auraient aucune raison de s'arrêter là et de tolérer des gestionnaires hostiles. Au minimum, ils éliraient des gestionnaires favorables à leur cause et dans le meilleur des cas ils gèreraient eux-mêmes.

Un patron, quant à lui, ne tolérerait pas plus d'une semaine de « travailler » avec ses ouvriers dans le dos. Il chercherait à les écraser et s'il ne le pouvait pas il saboterait la production.

Le contrôle ouvrier avec des patrons est donc :

- Eminemment instable. Si toutefois il était possible, il basculerait inévitablement et rapidement côté capital ou côté travail.
- Faux comme objectif. Car il cantonne les masses à un rôle subordonné alors que leur but est la gestion à tous niveaux.
- Faux car il développe la dangereuse illusion sur la possible cogestion avec les patrons. Ces illusions laissent les masses désarmées et prêtes à la défaite quand les patrons refusent de marcher. La Pologne de Jaruzelski est un bon exemple du résultat de ces illusions.

De plus, ces positions orientent l'analyse dans le plus pur style CGT. LO s'acharne ainsi à montrer que tel ou tel trust fait des profits (alors qu'il est en train de couler), que les bilans sont faussés, que les patrons n'investissent pas, qu'ils modernisent pas etc. Car si on se fixe comme objectif que les patrons payent la crise, il faut montrer qu'ils profitent. Hélas, la crise c'est avant tout la chute des taux de profit. On n'est pas à une contradiction près.

D) Pratique opportuniste et pratique communiste.

Finalement, pour LO, peu importe que les échos n'apportent aucune conscience aux ouvriers. L'important c'est qu'ils reconnaissent en LO leur propre voix et pour cela, les échos doivent rester ce qu'ils sont. Peu importe que les ouvriers apprennent peu en luttant, l'important c'est qu'ils se rendent compte que le PCF les trahit, que LO les dirige bien. Tout cela pour que de lutte en lutte. LO capitalise la confiance et le suivisme des masses pour construire le parti et diriger la révolution. Une révolution faite par des masses dont la conscience ne dépasse pas quelques objectifs limités (comme en 17 : le pain, la paix, la terre) et pour lesquels ils auront épuisé toutes les solutions réformistes avant de tomber dans les bras de LO. Peu importe que les objectifs soient faux ou impossibles, l'important c'est que les masses aient l'impression de pouvoir les atteindre. On avance des objectifs pour que les masses se mettent en mouvement. Peu importe le contenu du mouvement pourvu que les révolutionnaires (et donc LO) dirigent. Peu importe que les éditoriaux hebdomadaires apportent si peu de clarté sur les divers aspects de l'exploitation, peu importe de tirer au clair l'articulation des différents rapports sociaux sous le capitalisme. L'important c'est que la lutte se développe. De toute façon LO sait tout cela et ça suffit pour diriger les affaires après la révolution. Peu importe que les discours électoraux d'Arlette n'apportent aucun élément de compréhension et sème les illusions. L'important c'est que les « petites gens » qui détestent les gros aient l'impression d'avoir leur voix à la télé. Tout cela pour rafler le maximum de voix et montrer que LO est la force principale disponible pour la direction des masses.

E) Notre conception est toute autre.

Nous visons à nous saisir de chaque problème grand ou « petit », international ou local, pour mettre en lumière les rapports sociaux capitalistes, afin de renforcer en conscience et en organisation le mouvement ouvrier et plus généralement les mouvements anti-capitalistes. Cette orientation qui combine propagande de fond, agitation sur des thèmes restreint et action, vise à unifier les différents mouvements de révolte contre le capital vers la transformation révolutionnaire des rapports sociaux.

Dans cette transformation le parti révolutionnaire est indispensable en tant que collectif intellectuel, en tant qu'organisateur et en tant qu'initiateur ou propagateur d'expériences avancées. Cependant, ce n'est pas principalement le parti qui effectue cette transformation. Elle est avant tout l'œuvre des masses ou elle n'est pas. De plus, on ne change pas les rapports entre les hommes instaurés par le capitalisme sans une lutte contre la division sociale du travail qui suppose individualisme, concurrence, soumission, domination... bref une exploitation et une oppression relativement intégrées dans les mentalités.

Cette lutte se fait au cours d'une lutte de classe ou la transformation des rapports sociaux est forcément dirigée par la conscience de leur nécessité. Dans la révolution, c'est le facteur conscient qui dirige l'action.

Pour LO, il semble que ce soit l'inverse. La conscience est en quelque sorte un produit secondaire de l'action. Les masses marchent à la révolution à travers des luttes de plus en plus larges et sur des objectifs n'ayant rien à voir avec le communisme, contradictoires même parfois avec lui. Mais dans ce processus, le parti émerge (autour de LO bien sûr) et elle, sans le dire, sait où elle va contrairement aux masses qui n'ont comme solution que de faire confiance. Le ralliement à la révolution socialiste se réduit alors au ralliement au parti qui se réclame de celle-ci, lequel est chargé de la mener à bien.

Mais finalement, cette société après la révolution, cet Etat de dictature du prolétariat vers lequel nous conduit LO, qu'est-ce que c'est ?

DEUXIÈME PARTIE : LUTTE OUVRIÈRE ET LA SOCIÉTÉ DE TRANSITION AU COMMUNISME

I. POURQUOI UN PROGRAMME ?

Avant d'examiner dans le détail la conception de LO sur l'état de dictature du prolétariat, posons-nous plusieurs questions :

A) Pourquoi se soucier de la nature de la société de transition ?

1) Rallier les travailleurs sur un programme.

D'abord parce qu'on rallie les gens sur un programme, même limité, sur la continuation de l'élaboration de celui-ci et sur les moyens de sa mise en œuvre. On ne les rallie pas sur notre bonne foi.

L'absence de programme permet deux types de déviations :

- D'abord, de la part de l'organisation, elle est manipulatrice. Elle revient à dire « organisez-vous dans votre atelier, lutez, lutez... nous saurons ce qu'il faut faire le moment venu (quand vos luttes auront mené à la révolution) pour construire le socialisme ». Cela maintient un rapport de domination écrasant par rapport à ceux qui font confiance à l'organisation. Ceux-ci n'ayant aucun moyen de connaître, de construire et de mettre en œuvre le programme, ne peuvent pas, en effet, le critiquer ni se forger un point de vue autonome, capable de les rendre actifs dans le rapport à l'organisation. Ce rapport de domination est nécessairement identique, au sein même de l'organisation, entre les organes dirigeants (Comité Central, Bureau Politique...) et la base. Les discussions et les rapports entre eux ne peuvent en effet avoir lieu que sur le mouvement très immédiat de la lutte de classe.
- Ensuite, il permet de rallier sur n'importe quelle base. Les prolétaires rejoignent l'organisation sur la base : « ce qu'on veut c'est une société où le prolétariat dirige ». Les employés, les techniciens, rejoignent en disant : « nous sommes tous des salariés, ce qu'il faut, c'est le pouvoir des travailleurs ». La notion de « pouvoir des travailleurs », avancée par beaucoup de groupes politiques, a l'inconvénient de diluer le prolétariat dans la grande masse des salariés, paysans, artisans... et donc d'esquiver la question des rapports de toutes ces couches avec le prolétariat. Les paysans rejoignent en disant : « ouvrier, paysans, vive la liberté » (liberté des prix aussi...). Les intellectuels rejoignent en pensant à une société bien administrée (par eux, ma foi !).

Tout cela conduit à une organisation participant aux luttes, les dirigeant éventuellement, et partageant les idées dominantes de la majorité des acteurs de ces luttes ; partageant ouvertement leur localisme, leurs idées erronées et leurs illusions. Une telle organisation est incapable de diriger ces mouvements vers des objectifs révolutionnaires ; incapable de rendre majoritaire demain des idées minoritaires aujourd'hui. Cette organisation sera alors forcément incapable d'unifier les luttes quand l'élargissement de la crise révolutionnaire posera le problème d'un débouché.

2) Comprendre les échecs.

La question de la société de transition nous interpelle, en outre, dans notre activité quotidienne, chaque fois qu'un camarade nous fait part de son scepticisme sur la possibilité d'une société dirigée par les ouvriers, en citant l'URSS, la Chine, etc. Le passif est lourd car des expériences de révolutions trahies, il y en a eu. Parties avec pour objectif la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, elles ont abouti à un ordre social voisin de celui que nous connaissons et à une exploitation identique.

Nous nous disons communistes et nous travaillons à la libération de l'humanité. Il est donc juste de s'inquiéter d'un tel état de fait et nécessaire pour tenter d'éviter de le reproduire de :

- Faire le bilan des révolutions et des tentatives de construction du socialisme. Ce bilan peut avoir des incidences importantes sur notre programme, sur les objectifs et sur la manière dont on lutte aujourd'hui, de même que sur nos formes d'organisation.
- Lier ce bilan aux conditions concrètes d'une révolution dans une métropole impérialiste comme la France.

Certains problèmes ne se posent pas (par exemple ceux de la force numérique et de la culture de la classe ouvrière en France, bien plus développées qu'elles ne l'étaient dans la Russie de 1917). Par contre, d'autres se posent : l'énorme influence de la petite bourgeoisie urbaine, la dépendance de la France par rapport au pillage des pays dominés et à la production d'armements. Ce travail est nécessaire pour tous ceux qui veulent prendre une part dans la construction d'un parti communiste et à la révolution. Dans ce cadre, la critique des conceptions d'autres groupes est nécessaire car elle ne peut qu'aider à dégager les idées justes et à progresser.

La question de « quelle société au lendemain de la révolution ? » est donc fondamentale. Nous devons en avoir une idée aussi claire que les conditions actuelles le permettent. « Il n'est certes pas possible de décrire dans le détail ce que sera la société socialiste. Ce sont les masses qui la créeront et on n'enferme pas la vie dans des formules. Mais il s'agit d'éclairer la classe ouvrière sur ses buts, sur les problèmes à surmonter, les moyens de les résoudre, la voie générale à suivre » (Résolution du 2^{ème} CC de VP PLP N°19 p12) Les réponses et fragments de réponses doivent constituer notre projet politique, matérialisé par un programme autour duquel nous devons rallier le maximum de monde.

B) Le désintérêt de LO pour la question de la société de transition.

En apparence, la lutte pour le socialisme sous-tend l'activité de LO. Elle la sous-tend effectivement dans une certaine mesure car on n'existe pas en tant qu'organisation politique sans un projet de société, même très flou, même très implicite. Cependant, ce projet de société, on l'a vu précédemment, n'apparaît pratiquement pas, que ce soit pendant les campagnes électorales, dans les échos, dans la propagande générale ou dans l'activité des militants. Quand on recherche des textes de base d'orientation sur cette question on ne moissonne pas grand-chose et le travail d'archiviste est dur. Nous avons trouvé en tout et pour tout deux textes publiés à l'occasion de l'abandon par le PCF de la référence à la Dictature du Proletariat : une brochure « le PCF et la Dictature du Proletariat » et un article « Dictature et Démocratie Proletarienne » dans le N°34 de « Lutte de Classe ». Tous deux ont été publiés début 1976 dans un but polémique avec le PCF Ces articles étaient conjoncturels et n'étaient donc pas nés du souci de fonder l'orientation sur le projet de société. Où trouve-t-on les origines de ce désintérêt ? D'après nous dans deux séries de raisonnements :

1) Tout a été dit.

Ce premier point ressort de discussions avec les militants de cette organisation. LO pense que les fondateurs du marxisme (Marx, Engels, Lénine et pour LO. Trotski) ont écrit suffisamment pour définir l'Etat de Dictature du Proletariat : la société de transition qui suit la révolution et qui précède le communisme. De plus, par rapport à l'expérience concrète de l'URSS, LO pense que les écrits de Lénine et de Trotski constituent un bilan suffisant pour nous aujourd'hui.

L'attitude de LO à l'égard des expériences concrètes de transition est donc parfaitement dogmatique. La pureté révolutionnaire consiste en un retour aux sources. Soit, l'apport de Marx et de Lénine est immense. Mais bien des erreurs fatales au processus de transition ne sont pas du ressort de la malhonnêteté de tel ou tel dirigeant mais de conceptions fausses, développées par le parti bolchevik face à une situation nouvelle.

Le marxisme n'est pas une « doctrine achevée », c'est une pensée vivante. Si nous pouvons mieux comprendre où se situent les erreurs, les conceptions erronées dans la pensée révolutionnaire d'alors, c'est que l'histoire ne s'est pas arrêtée en 1924. La lutte révolutionnaire a continué, la réflexion s'est enrichie de ces expériences nouvelles, fussent-elles souvent des échecs. Bien sûr, en relisant Marx, nous redécouvrons aujourd'hui l'importance qu'il accordait à la lutte contre la division du travail. Nous comprenons mieux aussi pourquoi le socialisme ne peut pas être qu'une simple étatisation ou la planification, fut-elle démocratique. Mais si nous le comprenons mieux, c'est aussi parce-que la lutte s'est poursuivie sur cette question, en particulier en Chine dans les années 60, en réaction à la pensée stalinienne sur ces tâches de transition. Pensée qui, d'ailleurs, n'était pas proprement stalinienne puisque Trotski en développa de semblables au début des années 20.

D'autre part, pour mettre en cause une activité révolutionnaire, il ne suffit pas de mieux comprendre le but et le contenu des tâches de transition. Il faut encore faire une analyse concrète de la société actuelle, du capitalisme actuel, des rapports entre les classes, de la transformation objective et subjective de celles-ci, des potentialités de cette société qui nous permettent de donner un caractère plus concret à nos objectifs politiques.

De plus, même si Lénine et Trotski avaient tout écrit, il ne serait pas juste de laisser moisir leurs textes sans s'en servir pour analyser les conditions d'une révolution en France aujourd'hui. Ces conditions sont en effet passablement différentes. Les forces productives y ont été développées à un tel point que, du jour où nous les maîtriserons, le nécessaire, et bien plus encore, sera à la portée de tous. De même, le niveau des connaissances, la circulation des informations... sont plus grands dans la France d'aujourd'hui que dans la Russie de 17. La classe ouvrière y est plus nombreuse. Les masses paysannes ne constituent qu'une traction minoritaire de la population et sont progressivement dominées par un certain type d'agriculteur : le petit entrepreneur capitaliste sans salariés ou avec salariés occasionnels. Ensuite, la division du travail y a été poussée à un point tel qu'on se retrouve avec : d'une part, des machines complètement décervelantes pour les ouvriers qui sont dessus (chaînes de montage dans l'automobile par exemple) et des rythmes de travail destructeurs (feux continus ou semi-continus) ... et d'autre part, un corps de spécialistes et d'encadrement de plusieurs millions de personnes : techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs, chercheurs, etc. De plus, tout un tas d'autres couches à fonction parasitaire très marquée sont le résultat du développement de l'impérialisme : personnel des banques et assurances pour la circulation du capital, personnel de la sécurité sociale, etc. Signalons aussi l'énormité du corps enseignant (comparativement à la Russie de 1917) due aux nécessités d'avoir une main-d'œuvre adaptée aux nouvelles techniques. Enfin, la France est un pays impérialiste dont l'approvisionnement et la richesse dépendent du pillage des pays dominés et de l'armement.

Toutes ces conditions nouvelles posent des problèmes demandant un traitement particulier au lendemain de la révolution et nous interpellent dès maintenant.

2) Point n'en est besoin.

L'autre raison pour laquelle LO se désintéresse de cette question est sa conception de la révolution et de la construction du parti. Pour LO, répétons-le, on doit rallier les masses et la frange avancée non pas sur un programme mais sur des tâches immédiates. Le programme autour duquel LO se construit est un programme de luttes radicales de type syndical.

Le rôle de l'organisation politique se situe alors à deux niveaux :

- Un niveau politique. L'organisation fait une analyse de conjoncture, stigmatise le rôle des organisations réformistes qui freinent, dévoient, voire liquident ouvertement les luttes. Elle cherche à éviter les pièges du nationalisme, du terrorisme, du parlementarisme et elle définit l'étape, la cible immédiate à atteindre.
- Un niveau plus technique visant à communiquer l'expérience d'autres usines ou bureaux, d'autres pays aussi, et à enseigner le marxisme établi.

La conception de construction du parti qu'a LO suppose alors une révolution se développant mécaniquement. Les masses, qui poursuivent des objectifs limités mais qui mettent en cause la stabilité de l'ordre social, élargissent progressivement leur lutte à l'échelle du pays et, après avoir épuisé leur confiance dans chacune des organisations soi-disant populaires ou réformatrices, se tournent vers le parti révolutionnaire qu'a construit LO. Ce parti dirige l'insurrection, satisfait les objectifs des masses et conduit ensuite les transformations socialistes : nationalisation, monopole du commerce extérieur, centralisation de l'industrie et des banques.

Pour critiquer cela citons L. Trotski qui parfois écrivait des choses justes :

« Les privations ne suffisent pas à expliquer une insurrection, autrement les masses seraient en soulèvement perpétuel ; il faut que l'incapacité définitivement manifeste du régime social ait rendu les privations intolérables et que de nouvelles conditions et de nouvelles idées aient ouvert la perspective d'une issue révolutionnaire. » Histoire de la révolution Russe. Octobre, p.440-441.

Autrement dit, il faut montrer la possibilité et rendre vivante une alternative de société qui puisse donner corps aux aspirations des masses et leur donner à penser que leurs sacrifices conduiront à la fin de l'exploitation.

On peut se demander comment le parti que LO aura construit sans programme pourra d'un coup se doter d'un projet de société et le rendre vivant et crédible auprès des masses échaudées par tant d'expériences malheureuses (URSS, Chine, Vietnam, etc.). Cela dit, avec une stratégie de type LO, la révolution a moins de chances d'aboutir mais elle peut quand même avoir lieu. Quand la situation est trop horrible, les masses ne sont pas regardantes sur le programme à long terme. Là encore, plus que dans l'autre cas de figure, le destin de la

révolution, son caractère de classe, est suspendu aux moindres décisions du parti et de son comité central. Cela renvoie finalement à étudier les conceptions du socialisme développées par LO. On peut dire déjà que les références de LO, c'est à dire l'absence d'étude critique des révolutions passées, l'absence d'analyse des transformations nécessaires dans notre société, le rapport complètement subordonné (style boule de billard) dans lequel LO place les masses dans leur chemin vers la révolution, tout cela augure mal de l'attitude de LO au lendemain de la révolution. Il conduit à la domination sans partage du petit groupe ayant fondé le parti.

II. LO ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

A) Notre conception de la dictature du prolétariat.

1) Pourquoi la dictature du prolétariat ?

La réponse ne va pas de soi ! Non seulement cette expression, comme celle du communisme, sert maintenant de repoussoir mais, de plus, la nécessité de la prise du pouvoir pour transformer la société n'apparaît plus comme une nécessité. Pourtant il faut bien répondre à la question prendre le pouvoir pourquoi faire ? et donc envisager ensuite quel pouvoir.

Le pouvoir politique n'est pas un but en soi pour le prolétariat. Il n'est qu'un outil de transformation. Pour quoi faire ? Notre but, le communisme, est une société sans classe et sans état ; puisque l'état n'est que l'instrument de dictature d'une classe sur une autre classe. L'état bourgeois est l'instrument de la dictature bourgeoise sur la classe ouvrière. Il ne faut pas entendre dictature seulement comme instrument de répression (ce qu'est l'état) mais comme instrument pour organiser la domination, pour assurer aussi la reproduction de cette classe dominante en tant que classe dominante. L'école bourgeoise, la justice, les organismes étatiques, comme le parlement et les institutions, sont tous des instruments de la dictature de la bourgeoisie des outils indispensables à son maintien en tant que classe dominante.

L'état de dictature du prolétariat n'est pas autre chose que l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe dominante: mais une organisation qui ne se fixe plus pour but de reproduire les classes mais de les faire disparaître... et en conséquence de faire dépérir l'état.

2) Que faut-il transformer ?

Nous avons dit que la tâche de la DDP est de contribuer à la disparition des classes. Mais que sont celle-ci aujourd'hui ? Nous avons vu dans la première partie que LO ne savait pas « où était la bourgeoisie » et réduisait le capitalisme à « une forme de propriété » : la propriété individuelle. Revenons sur cette question.

Qu'est-ce en fait que cette société capitaliste ? Une société, c'est un ensemble de rapports, de relations qui s'établissent entre des hommes, des idées, des comportements. Dans tous ces rapports sociaux, certains déterminent, façonnent les autres : ce sont les rapports de productions.

Qu'est-ce que des rapports de production. Revenons à Marx : « Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, ces rapports de production correspondent à un degré de développement donné de leurs forces productives matérielles » (K. Marx, Contribution à la critique de l'économie politique p4 et 5). Lénine aussi les caractérise. « On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par des lois) vis à vis des moyens de production, par leur rôle dans (organisation sociale du travail), donc, par le mode d'obtention et l'importance de la part de richesses sociales dont ils disposent » (Lénine, Œuvres complètes T29 p425). Les rapports de production capitalistes (voir plus haut chapitre 2A) ne se caractérisent donc pas principalement par la propriété juridique des moyens de production mais par leur appropriation réelle, leur maîtrise par un petit groupe de gens. Ces rapports qui s'établissent entre les hommes sont des rapports nécessaires. Il ne s'agit pas d'un choix d'une volonté... Il en va autrement pour LO. « S'il y a crise, c'est parce que l'économie est aux mains d'individus privés qui font passer leurs profits avant l'intérêt de tous. Les intérêts de l'humanité sont confiés à une poignée de profiteurs... »

Qui décide ? Ceux qui ont le fric avec eux ?

La crise n'est donc due qu'à l'égoïsme d'une minorité. Soyons clairs : bien sur les capitalistes cherchent à faire du profit, et cela tout à fait consciemment. Mais il ne s'agit pas d'un choix de leur part. S'ils n'accumulaient pas de profit, ils disparaîtraient en tant que capitalistes. Le capitaliste face à l'ouvrier n'a pas d'autre choix que de l'exploiter et, face à son concurrent, de chercher à accumuler plus que lui. Ce sont là des rapports nécessaires qui découlent de la place qu'ouvriers et patrons occupent dans la production. Que le patron soit privé ou nationalisé, cela ne change rien à l'affaire.

Cette analyse du capitalisme, de l'origine de sa crise, conduit à une appréciation fautive des tâches de transition.

LO, dans son appréciation de la dictature du prolétariat, ne vise que les anciens exploités. « La révolution, en ôtant aux capitalistes la propriété de tous les grands moyens de production, aura fait du même coup la source des profits pour les capitalistes, et éliminé les racines de leur puissance sociale... » LdC N°34, p13. Sans voir que la propriété leur est retirée mais que la fonction reste tant que les masses n'ont pas envahi toutes les sphères de décision (et elles ne le font pas du jour au lendemain). Ces fonctions donnent à ceux qui les prennent cette puissance sociale qui n'a pas disparue, c'est à dire la maîtrise des moyens et des produits.

L'appropriation formelle par l'état camoufle alors l'appropriation réelle par une couche de gens parmi lesquels se reconstitue fatalement une nouvelle bourgeoisie. La transition au communisme voit la lutte contre cette nouvelle bourgeoisie, son élimination, sa reconstitution, jusqu'à ce que les fonctions tenues par elle soient tenues par l'ensemble du peuple.

Chômage, pénurie, misère... c'est la volonté égoïste des capitalistes. Remplaçons-les donc par des gens dévoués à l'intérêt collectif. Planifions et tout marchera mieux. La classe ouvrière n'a donc besoin, pour marcher au communisme, que de dirigeants honnêtes. La simplicité de la transition selon LO, fondée sur une analyse fautive de ce qu'est le capitalisme, explique donc le désintérêt profond de LO pour toute réflexion programmatique, pour toute réflexion critique sur l'expérience du mouvement ouvrier. Tout n'étant que question d'honnêteté ou de volonté, l'échec des révolutions antérieures est donc principalement expliqué par les perversions idéologiques de leurs dirigeants. Mais comment des hommes et des femmes dévoués à la classe ouvrière, qui ont enduré le bagne ou l'exil sont-ils devenus un jour d'ignobles individus ?

La prise du pouvoir par le prolétariat n'abolit pas les rapports sociaux capitalistes. Le prolétariat est dominant politiquement, mais il subsiste dans la société l'essentiel des rapports capitalistes : la division en classes, la division du travail entre les hommes... Il y a des individus qui maîtrisent les forces productives (les anciens cadres, les techniciens) et d'autres qui ne se les approprient qu'imparfaitement, qui n'exercent encore qu'un rôle de contrôle. Les classes existant encore, l'état est nécessaire mais il tend aussi à reproduire les rapports bourgeois du type dirigeants/dirigés. Ce sont ces rapports sociaux qui expliquent la possibilité de la perversion idéologique des individus. En prenant le pouvoir, la classe ouvrière fait un grand bond en avant, mais l'essentiel reste à faire : la lutte contre ces rapports sociaux bourgeois.

Dans la conception des tâches de LO, tout se résume, en fin de compte, dans le domaine social, à un certain nombre de mesures qui assureront aux hommes et aux femmes une vie meilleure. Expropriation des capitalistes, monopole du commerce extérieur, augmentation des salaires...

« Qui va profiter des bénéfices créés par les travailleurs dans les entreprises : les actionnaires privés, ou l'ensemble de la population ? On nous dit qu'il faut nous sacrifier pour que les entreprises rapportent. Mais qui décide ? ». Tract LO du 9.9.1985.

LO a raison lorsqu'elle parle des gâchis capitalistes et de l'anarchie de la production. Mais est-ce là l'essentiel ? S'agit-il seulement de faire profiter l'ensemble de la population des bénéfices créés par les travailleurs ?

Bien sûr, une des tâches sera de répartir le surplus social pour en faire profiter les masses. Mais LO fait l'impasse sur deux choses.

- D'abord ce surplus est dégagé dans des conditions particulières, dans le cadre de rapports sociaux où les ouvriers exécutent des tâches et où d'autres pensent et organisent le travail. Dans ce processus, les ouvriers sont

exploités et aliénés. Ils usent non seulement leurs forces physiques, mais aussi intellectuelles...

- Ensuite, que signifie « en faire profiter la population ». Il y a des classes différentes dans cette population ; des ouvriers, des techniciens. Les uns et les autres ont des besoins liés à leur place dans les rapports de production, les uns et les autres ont des besoins liés à l'idéologie bourgeoise à l'individualisme.

B) Comment LO définit la dictature du prolétariat ?

1) La dualité démocratie/dictature du prolétariat.

Dans l'article de la LdC p14, après avoir décrit l'état de démocratie sous la dictature du prolétariat, l'auteur s'exprime ainsi : « Cette forme démocratique... sera très précisément garantie par la dictature du prolétariat, c'est à dire par les armes aux mains du prolétariat. Le prolétariat en armes veillera sur la démocratie pour la défendre contre les éventuels agissements d'une minorité les anciens exploiters qui voudrait par la violence revenir à l'ancienne société ».

Ceci montre que, pour LO, la société de transition a deux aspects bien séparés : d'une part un état démocratique sans contenu de classe bien précis (si ce n'est l'absence en son sein des anciens exploiters). La gestion des choses par les citoyens pourrait-on dire D'autre part une répression armée contre les anciens exploiters exercée, elle, par le seul prolétariat.

L'aspect dictature de la classe ouvrière ne se limite pas à la violence C'est aussi, et pourrait-on dire avant tout, la domination de son point de vue sur la transformation des institutions, des lois, de l'enseignement, bref de tous les rapports sociaux.

Le problème n'est pas la mise en lumière de cette dualité, car il y a effectivement une contradiction entre démocratie et dictature, entre l'expression la plus libre et la violence organisée. Le problème c'est que ces deux aspects sont imbriqués. Chacun n'existe que par l'autre : pas de démocratie ouvrière possible sans dictature du prolétariat et réciproquement. Chez LO, les termes de cette contradiction sont exagérément séparés et clairsemés. Malgré quelques formulations qui intègrent les deux, cette séparation sous-tend les deux textes étudiés. Ainsi page 5 de la brochure on peut lire :

« Si la classe ouvrière avait un jour à prendre le pouvoir, elle ne devrait pas oublier de se donner les moyens et la force de conserver et de consolider ce pouvoir. Ainsi derrière le régime démocratique qu'elle instituerait bien plus démocratique encore que celui de la bourgeoisie elle devrait installer la dictature du prolétariat afin de garantir et de sauvegarder la démocratie pour les pauvres ».

Ou encore plus net page 6 : « ... alors il fallait que la classe ouvrière se révolte, détruise l'Etat de la bourgeoisie, construise le sien (son armée) et installe une forme de démocratie bien plus large et plus libre que celle de la bourgeoisie, mais derrière laquelle veilleraient les fusils et les hommes de l'Etat ouvrier. C'est à dire la démocratie derrière laquelle il y aurait la dictature du prolétariat ».

Toutes ces citations montrent donc cette séparation : état démocratique d'un côté, armement du prolétariat de l'autre... et c'est ce point qui à lui seul constitue la dictature du prolétariat. C'est le caractère armé qui donne le caractère de classe à l'ensemble.

« Enlever les armes à la bourgeoisie, supprimer tous les corps de répression permanents, armer le prolétariat, voilà ce que c'est que la dictature du prolétariat » LdC p13. Si la dialectique dictature/démocratie n'était que dictature violente contre les exploiters (anciens bourgeois), démocratie pour les masses, les uns et les autres étant clairement identifiés, les choses seraient fort simples à résoudre dans un cadre institutionnel. Mais nous l'avons vu les classes sociales ne se limitent pas aux patrons et aux ouvriers. L'expropriation des patrons ne supprime pas les rapports capitalistes dans la production. Même expropriée, la bourgeoisie a une influence idéologique et politique dans la classe ouvrière. Même victorieuse, la classe ouvrière est encore inégalement apte à exercer le pouvoir, à discerner ces objectifs...

La démocratie ouvrière n'est donc pas la recette miracle, puisque sur une question donnée, à un moment donné, les masses ouvrières peuvent être sur des positions bourgeoises et opposées à l'avant-garde. Ainsi la contradiction dictature/démocratie se pose-t-elle tout autant au sein de la classe ouvrière. Rien ne sert de se

voiler la face comme le fait LO en exaltant la démocratie. Mieux vaut alors prendre en compte cette contradiction. C'est à dire voir ce que l'expérience historique nous apprend à ce sujet. Comment traiter ces contradictions, quels rapports parti/masses, parti/soviets ?

Nous n'aurons jamais une réponse seulement institutionnelle à ces questions, car la lutte de classe impose parfois des expériences contradictoires (voir la guerre civile en 1918/1920).

2) Les conséquences de cette séparation.

Et c'est là qu'on voit le danger de cette conception. La logique de cette définition admet donc que la dictature du prolétariat peut exister sans que l'état soit démocratique, sans démocratie ouvrière.

Cette conséquence ultime reçoit une confirmation éclatante dans la caractérisation d'aujourd'hui On lit p11 de la brochure :

« On peut estimer qu'il y a la même distance entre le régime russe et la démocratie prolétarienne qu'entre le fascisme et la démocratie bourgeoise. Le régime russe représente quand même d'une façon déformée la dictature prolétariat, tout comme le fascisme représente la dictature de la bourgeoisie : mais dans un cas comme dans l'autre il n'y a aucune liberté pour personne ». Sans s'étaler tout de suite sur tout ce que ce paragraphe contient d'erroné, il faut examiner la thèse essentielle du texte : Une classe, et en particulier le prolétariat, peut exercer sa dictature sans avoir les moyens de son expression.

En particulier en URSS, ou aucune organisation n'a d'autonomie à part le parti, ce n'est pas la classe ouvrière qui s'exprime à travers ce dernier. Même à travers ses organisations de base ce sont les bureaucrates qui tiennent le parti. La logique du texte est que le prolétariat comme la bourgeoisie peuvent déléguer à un groupe, voire à un homme, la défense de leurs intérêts.

Cela n'a jamais été vrai. Même sous le fascisme, ce que concédait la bourgeoisie aux dictateurs, c'est un pouvoir politique fortement conditionné par le respect de ses intérêts, en tout cas de sa fonction monopoliste. En outre, il faut bien voir que même aux pires moment de la répression fasciste, la bourgeoisie n'a jamais perdu ses possibilités d'expression. Une poignée de dirigeants de trusts, c'est bien plus facile à réunir que des millions d'ouvriers. De plus les patrons sont amenés par la production à avoir des rapports entre eux et à se concerter. Les chambres de commerces se maintiennent, de même qu'une bonne partie des organisations patronales.

Le prolétariat, lui par contre, n'a pas le pouvoir économique. Il est « en bas » des rapports de production et seule son expression collective peut permettre de modifier cet état de chose. Bien sûr cela suppose le pouvoir politique et l'armement du prolétariat. Mais si ce dernier n'a que ça et pas l'expression sur le lieu de production (et au-delà) il ne pourra pas transformer sa situation d'exploité. En fait il n'aura rien entre les mains, pas même ce pouvoir politique et militaire qui ne pourra être qu'une illusion.

Le prolétariat ne peut pas déléguer ses intérêts et son expression à une personne ou à un groupe de personnes, pas même à un parti Tout simplement parce que sa place dans les rapports de production le lui interdit.

3) Notre point de vue.

C'est pour cela que nous pensons que :

a) La dictature du prolétariat est inséparable de la démocratie ouvrière. La dictature du prolétariat n'existe dans une formation sociale que si celui-ci exerce sa domination dans les idées, dans la production, dans l'évolution des rapports sociaux. Et pour cela, il faut qu'au sein de la classe ouvrière, une frange large, consciente de ses intérêts, soit organisée en force dirigeant la société.

Cela suppose que la démocratie ouvrière s'exerce à travers le Parti, à travers les Conseils, à travers tout le système d'organisations de masse qui structure la société de transition. Faute de cette capacité d'expression et de démocratie, il est impossible que la gestion de (appareil productif et de l'Etat soit tournée vers la satisfaction des besoins de la classe ouvrière. Il est encore moins possible que la société évolue vers le communisme et que le prolétariat impose ses vues dans ces transformations.

De ce point de vue, l'URSS n'est plus depuis longtemps un état de dictature du prolétariat. Pourtant LO considère que l'URSS est un état de dictature du prolétariat et que les pays de l'Est sont des états de dictature de la bourgeoisie. LO explique la différence par l'histoire différente de ces sociétés, les pays de l'Est n'ayant pas connu de révolution prolétarienne.

C'est considérer que l'origine historique d'une formation sociale a plus d'importance que les rapports actuels entre individus. A ce compte-là, le Japon est encore féodal puisque l'aristocratie n'a pas été renversée (comme en France ou en Angleterre) et s'est reconvertie en industriels et banquiers.

b) La dictature du prolétariat ne se caractérise pas uniquement, ni même principalement, par sa constitution en force armée. Elle se caractérise par la constitution du prolétariat en classe dominante dans tous les domaines: économique, politique, idéologique et militaire.

La dictature de la bourgeoisie s'exerce déjà à l'usine (chaque ouvrier peut le dire : obligation de faire, jour après jour, un travail abrutissant et de subir les chefs). Elle s'exerce ensuite dans tous les domaines de l'activité : école, presse, logement, culture, etc. Elle s'exerce dans la sphère politique, l'état. Elle s'exerce enfin par la force: de manière larvée habituellement, de manière ouvertement terroriste quand la révolution les menace, comme cela arrive périodiquement.

De la même manière, la dictature du prolétariat s'exercera dans la sphère de la production dans tous les autres domaines des rapports sociaux (idem : culture, santé, sport, etc.), dans la sphère politique et militaire, composée de prolétaires en armes. Certaines oppositions aboutiront effectivement à une crise nécessitant l'usage de la force armée. Mais il y aura aussi tout un tas de conflits où le prolétariat fera sentir sa dictature et qui seront réglés pacifiquement.

L'existence de la milice ouvrière, qui de toute manière doit exister après la révolution et jusqu'au communisme, est secondaire pour définir qui commande dans les faits (l'histoire a vu, en effet, des « milices ouvrières » et autres armées « rouges » desservir le prolétariat).

Voilà ! Pour Lutte Ouvrière, dictature du prolétariat = ouvriers en armes prêts à réprimer les anciens possédants. Mais comment LO définit-il par ailleurs la société de transition: cet état de démocratie ouvrière ?

C) Comment LO caractérise l'état de démocratie ouvrière ?

Les textes sont très pauvres sur ce point. Mais nous allons essayer de raisonner à partir de ce qui apparaît :

« La dictature du prolétariat mettra l'état à la portée de tous. Tous les citoyens d'une commune ou d'une ville auront accès au contrôle de tout ce qui concerne la collectivité : hôpitaux, commissariat, tribunaux, écoles, centres culturels, marchés de construction, routes, etc. Les décisions seront prises et débattues au niveau où elles seront appliquées et où elles concernent les citoyens, et non par un pouvoir central éloigné... » LdC p14. Page 13 du même article on apprend que « le gouvernement de la société, directement issu de la révolution, sera forcément démocratique ». Il donnera les mêmes droits pour tous, y compris les bourgeois. « Toutes les libertés que donne la bourgeoisie dans ces formes républicaines de gouvernement, le pouvoir ouvrier les donnera : liberté d'opinion, de presse, d'association, de réunion, de culte, de manifestation, etc. Seule différence, il les donnera dans la pratique à tous en mettant à la disposition de tous les moyens qui permettent l'usage de ces droits ».

Ces textes amènent une série de remarques :

- D'une part c'est le centre, le pouvoir (gouvernement central, ou local, parti ou autre) qui octroie les libertés. Au lieu de découler du processus de transformation révolutionnaire de la société, tous ces droits, ces libertés, résultent d'un « don » de l'état. C'est mettre les choses à l'envers. Ces libertés et leur usage devraient résulter du processus révolutionnaire, venir des masses en action. Les décrets et les lois ne devraient avoir comme seul usage que de donner un cadre favorable à l'élargissement et [approfondissement de ces pratiques].
- D'autre part les textes parlent de « citoyens », de « majorité de la population », voire de « pauvres ». Toutes ces notions hors classes camouflent un grand absent : le prolétariat. On ne voit pas en quoi, dans cet état démocratique, c'est le prolétariat qui dirige, qui fait passer ses conceptions. Pourtant le problème se pose. En

France le prolétariat, bien qu'important, n'est pas majoritaire. Dans d'autres pays il est ultra-minoritaire. « L'état des citoyens » aboutit alors à une domination de la petite bourgeoisie. Rien non plus, donc, sur la résolution des contradictions entre le prolétariat et les autres couches populaires.

- Enfin, cette absence du prolétariat marque une autre absence : la question de l'exploitation. Comment se libérer de l'exploitation ? La liberté ne suffit pas. Ce qui est important c'est de déterminer l'usage qu'on doit en faire pour supprimer toute exploitation.
- De plus, la liberté d'expression pour tous (ce qui n'est, d'après LO, nullement essentiel pour caractériser l'état de dictature du prolétariat) est une question de principe pour l'état de démocratie programmé par LO.

Pour nous, ce qui est un principe c'est l'expression des ouvriers et de leurs alliés. La liberté pour tous, y compris pour les bourgeois, n'est nullement un principe. Nous y reviendrons. Tout au long des textes on retrouve ces caractéristiques.

« C'est pourquoi les locaux, les salles de réunions, les grandes entreprises de presse et d'imprimerie, la production de papier et d'encre, seront évidemment nationalisés et mises à la disposition de tous les citoyens selon des critères infiniment plus démocratiques que ceux selon lesquels se fait aujourd'hui la sélection et qui se résument en un seul mot : l'argent ». LdC p13

« Eh bien la république ouvrière socialiste donnera de même les libertés, toutes les libertés, à tous, mais elle chargera le prolétariat en armes de veiller à ce que l'usage de ces libertés ne se retourne pas contre les intérêts de la majorité de la population ». La seule apparition du prolétariat dans l'état de démocratie « ouvrière » concerne son rôle militaire. Mais cela nous en avons déjà parlé plus haut.

Nous, nous pensons que sous le socialisme se perpétueront nécessairement des oppositions entre classe ouvrière et techniciens, entre ouvriers, paysans, artisans, etc. Le paysan a en effet intérêt à vendre le plus cher possible ses produits à l'ouvrier ; le technicien se trouvera en conflit avec les ouvriers sur la maîtrise du procès de travail. Par exemple sur travailler avec un peu plus de sécurité ou avec un meilleur rendement (ou une meilleure qualité du produit), etc. De plus, le but le communisme est une société sans classes. Cela demande donc la disparition des catégories séparées d'ouvriers, de techniciens, de paysans... dans un processus qui ne se fera pas sans conflits. LO n'effleure même pas la question.

Plus grave : LO n'aborde même pas ce qui restera la contradiction principale pendant la dictature du prolétariat : la contradiction entre le prolétariat et l'intelligentsia déléguée ou désignée à la gestion de l'économie et de l'état. Cette contradiction est pour nous la forme dominante que prend la contradiction bourgeoisie/prolétariat au lendemain de la révolution. Ces points sont fondamentaux.

D'abord parce que seule la conscience du but et des moyens d'y arriver permet à l'initiative des masses de transformer la réalité. Ensuite, parce que cette conscience entraîne des conséquences structurelles.

- Sur la société sortie de la révolution, comme, par exemple la nécessaire centralisation autonome des conseils ouvriers et la domination de ceux-ci dans toutes les structures locales comme nationales.
- Sur le parti nécessité de maintenir dans les organes dirigeants une majorité d'ouvriers dégagés des tâches de gestions étatiques.

Elle a ses conséquences dès aujourd'hui dans l'organisation qu'on cherche à construire.

- Fonctionnement du centralisme démocratique; ce qui n'est pas une question technique mais une question politique. La société que l'on cherche à construire sera largement à l'image du parti qui aura conduit la révolution. S'il n'est pas démocratique, cela nous promet des lendemains douloureux.
- Prolétarianisation de l'organisation et des organes dirigeants.

Sur tous ces problèmes, les textes de LO, et il y en a qui sont à moitié centenaire, nous laissent sur notre faim. On en est réduit à conjecturer la manière dont le point de vue prolétarien triomphera après la révolution.

Une des possibilités est que LO pense que le point de vue prolétarien, parce qu'il est juste, s'imposera tout naturellement du fait que le régime sera démocratique.

Sans oublier que le prolétariat n'est pas majoritaire partout, il convient de signaler l'écart énorme vis à vis des connaissances entre un ouvrier et un ingénieur. Ce dernier peut parfaitement rallier les indécis et faire passer son

point de vue à coup de dossiers bien construits et d'arguments bien placés. Le triomphe du point de vue prolétarien n'est donc pas naturel et automatique.

L'autre possibilité est que c'est le parti qui fait passer le point de vue prolétarien, et cela grâce à la place de direction qu'il occupe dans toutes les structures. LO étant très pudique sur la question du parti, on est obligé de se référer à Trotski, fondement théorique de cette organisation :

« La dictature du prolétariat signifie, en substance, la domination immédiate d'une avant-garde révolutionnaire qui s'appuie sur les lourdes masses et qui oblige, quand il le faut, les traînards à se rallier... De là, le rôle directeur que joue la minorité communiste dans les syndicats, rôle qui correspond à la domination exercée par le parti communiste dans les soviets, et qui est l'expression politique de la dictature du prolétariat ». (Terrorisme et communisme p172).

Toute autre est notre conception Pour nous, ce n'est pas le parti qui prend toutes les décisions et qui doit conduire les masses comme on conduit une voiture. Ce sont les masses qui mettent en œuvre les transformations et le parti qui les oriente. Pour Trotski, le parti, seul véritable acteur, manœuvre les lourdes masses (comme il dit). Pour nous, il y a un lien dialectique entre l'initiative des masses et celle du parti. Les acteurs principaux des transformations, ce sont les masses. Le rôle du parti consiste à favoriser les conditions qui entraînent l'activité des masses (lois par exemple), de les guider, d'aider à leur organisation, de faire analyses et bilans, etc.

Le danger de la conception trotskiste est qu'à trop résoudre les affrontements de classe et les conflits divers au moyen de décisions du parti, on déresponsabilise les masses. Ces masses finissent par désertir les soviets, conseils et autres organismes court-circuités par le parti. Le parti se retrouve seul alors à vouloir construire le socialisme. Chose qu'il ne peut faire car c'est impossible sans les masses. Il reconstruit tout simplement le capitalisme en tant que système d'exploitation d'une classe par une autre. Revenons aux libertés « pour tous ». Tant que le pouvoir ouvrier est chancelant il est obligé d'être féroce vis à vis de tout groupement hostile au pouvoir des conseils. L'interdiction de l'expression des bourgeois est alors la règle. Quand ce pouvoir est un minimum stabilisé la « terreur rouge » ne se justifie plus et la liberté, y compris pour les forces antisocialistes, est la règle Mais si on permet cette expression, ce n'est pas par humanisme. C'est pour deux raisons :

D'une part, seule l'expression des positions bourgeoises dans tout le pays permet de les dénoncer efficacement, c'est à dire en faisant progresser la conscience des masses (et cela est parfois utile, y compris pendant les périodes de « terreur rouge »).

D'autre part, tout courant politique a une influence dans la classe ouvrière. On ne se débarrasse pas du jour au lendemain de toute l'idéologie bourgeoise. L'interdiction de ces courants aurait comme conséquence l'absence de l'expression de ces idées fausses dans la classe ouvrière (la peur empêchant toute expression). D'où l'impossibilité de faire progresser ces ouvriers-là. D'où une désaffection de leur part pour les organismes politiques de masse (syndicats, conseils).

On voit ainsi le type d'embûches qu'un pouvoir prolétarien pourrait mettre à l'expression des bourgeois et autres catégories privilégiées (car ceux-ci ne seraient pas aussi libres que les ouvriers) : obligation de témoigner du soutien d'un millier d'ouvriers, par exemple, pour pouvoir faire paraître un journal politique.

Toutes ces conceptions floues et erronées sur la liberté, les contradictions au sein des masses, le rôle du parti renvoient chez LO à une incompréhension des tâches de transformation au cours de cette période de transition.

D) Les bourgeois peuvent-ils revenir au pouvoir ?

1) La lutte contre les rapports bourgeois et pour la disparition des classes.

Le cours des événements, nous l'avons vu, est marqué pendant cette période par une lutte de classe intense. Comment LO définit et explique cette lutte de classe ?

Reprenons la citation du début (LdC p14). « Cette forme démocratique... sera très précisément garantie par la dictature du prolétariat, c'est à dire par les armes dans les mains du prolétariat. Le prolétariat en armes veillera sur la démocratie, pour la défendre contre les éventuels agissements d'une minorité les anciens exploités qui

voudraient par la violence revenir à l'ancienne société ».

Toutes les erreurs et imprécisions se retrouvent là. La force armée suppose une lutte de classe violente autour d'objectifs antagoniques. Pourtant il n'y a ni ici ni ailleurs de précision sur les buts à atteindre, sur les contradictions que cela soulève, ni sur les luttes de classe que cela engendre. Ces luttes n'ont pas seulement lieu entre le prolétariat et les anciens exploiters mais (de manière plus au moins violente) entre toutes les couches de la société.

Pour LO, la seule lutte de classe qui justifie l'armement du prolétariat est une relique du passé : l'antagonisme avec les anciens exploiters. Or, comme on l'a vu, la bureaucratisation d'une partie plus au moins grande des gestionnaires des moyens de production n'est pas un accident mais un phénomène qui a une base objective dans la coupure des masses d'avec les moyens de production. L'évolution de cette bureaucratie dans le sens de la défense de ses intérêts propres, dans le sens de la croissance des moyens de production qu'ils gèrent, croissance qu'ils considèrent comme un but en soi... tout cela en fait l'ennemi principal pendant toute la période de transition. Cela il ne faut pas l'oublier. La solution est dans la prise de responsabilités croissantes des masses dans les conseils, dans les structures, de manière à ce que les délégués, contrôlés en permanence, changeant périodiquement, ne soient que la voix des masses (et des masses ouvrières au premier chef).

Typique aussi le paragraphe suivant : « Mais par la suite, le régime a vu apparaître dans ses organes dirigeants le pouvoir sans partage d'une petite minorité d'hommes sur l'appareil d'état. Cela a été la période de dictature stalinienne ». Comme si cette minorité tombait du ciel. Comme si elle ne s'appuyait pas, pour diriger, sur des rapports de production capitalistes inchangés. Dans ce contexte, on l'a vu, Trotski avait la même attitude que Staline, la même distance par rapport aux masses.

Non ! Si le pouvoir échappe au prolétariat, c'est parce qu'il se reconstitue autour de tous ces responsables coupés des masses qui forment la nouvelle bourgeoisie. Dans ces conditions, le prolétariat en arme, qui d'après LO reste l'œil braqué sur les anciens exploiters, risque fort d'être insensible à la bureaucratisation de la société. Il risque même de servir contre les masses pour la défense de l'administration « socialiste ».

2) La lutte pour l'abolition des classes.

De même, dans les transformations à mettre en œuvre, LO se contente de dire : « La tourmente révolutionnaire passée, la progression de la société vers un autre type d'organisation sociale se fera dans le respect des règles démocratiques. Il ne saurait être question d'entreprendre quelques transformations que ce soit engageant des masses entières sans leur assentiment ou du moins sans l'assentiment de la majorité » (LdC p14). Et de citer les collectivisations en Chine et en URSS.

Nous sommes d'accord sur le principe, mais c'est un peu court Tout dépend quelles classes sont actives dans ces transformations Si c'est le prolétariat, ou la paysannerie pauvre dans des pays comme le Pérou où elle constitue la majorité des exploités, l'assentiment, ou même la participation à des décisions centrales, ne suffit pas. Pour qu'elles aboutissent, il faut que ce soit les masses qui les mettent en œuvre activement. De même pour les couches sociales alliées du prolétariat. L'initiative des transformations ne leur revient pas forcément, mais leur assentiment et leur participation sont nécessaires pour les mener à bien. Quant aux mesures vis à vis des couches petites bourgeoises, indécises par nature entre le prolétariat et la bourgeoisie, l'assentiment de la majorité d'entre elles n'est pas nécessaire. Seule est indispensable la lutte politique et la conscience de la nécessité de ces transformations chez le prolétariat et ses alliés.

De plus. LO ne précise aucun des objectifs sur lesquels se font les luttes dans la période de transition : lutte contre la division du travail ? Lutte contre la division manuels/intellectuels, entre conception et exécution ? Lutte pour l'abolition des classes, contre la division ville/campagne ? Lutte contre la division hommes/femmes ? Nul ne le sait !

3) La lutte dans le parti.

A aucun moment, si ce n'est en se référant à 1917, LO ne parle de la place du parti. Pourtant, il est présent implicitement comme on l'a vu. Quand LO parle de la république socialiste qui donne les libertés, qui entreprend les transformations, il s'agit nécessairement aussi du parti. Tous les efforts de LO dans les usines tendent

d'ailleurs à construire un parti capable de diriger la révolution et de construire ensuite le socialisme.

Un problème se pose alors. Les contradictions présentes dans la société se retrouvent-elles pas dans le parti dans une certaine mesure ? En particulier la contradiction ouvriers/gérants d'usines (et de l'économie) se retrouve dans le parti. Au lendemain de la révolution, en effet, un certain nombre de communistes (y compris ouvriers) sont amenés à prendre des responsabilités dans la gestion de l'économie et de la société. Leur distance d'avec les masses (qui n'auront pas envahi de leur initiative tous les niveaux de décisions), leur environnement de fonctionnaires petits bourgeois, influencera nécessairement leur point de vue. Le parti retrouvera alors en son sein une contradiction entre les ouvriers communistes et une frange de responsables du Parti.

Comment résoudre la contradiction dans le sens des intérêts du prolétariat ? Là est l'enjeu fondamental pour continuer à assurer les conditions politiques de la transition. Soit la contradiction se résout à chaque fois dans le sens des intérêts du prolétariat et la révolution continue. Soit ce sont les gestionnaires qui gagnent. Et à partir de ce moment-là, le parti pèse dans la lutte de classes dans le sens du maintien et de l'élargissement des rapports bourgeois dans la société. Hiérarchie, autorité, centralisme à outrance, un certain mépris des masses aussi ; tout cela aboutit à un renforcement de l'exploitation et à un retour au capitalisme.

Pour nous, cela impose une lutte dans le parti sur les principes de fond du communisme, sur le rapport aux masses, sur les mesures concrètes à mettre en œuvre. Cette lutte amène périodiquement à la constitution, dans le parti, d'une ligne bourgeoise qu'il s'agit de combattre et d'éliminer.

Cela amène deux remarques :

Toute opposition dans une organisation ne se réduit pas d'emblée à une lutte entre lignes bourgeoise et prolétarienne. Le champ est grand pour les déviations opportunistes et on ne combat pas de la même manière une ligne bourgeoise et une déviation gauchiste, féministe bourgeoise, ouvriériste... (même si en dernier ressort ces conceptions sont des manifestations de l'idéologie bourgeoise, mais qui en est exempt ?).

Ensuite il faut savoir que cette lutte n'est pas gagnée d'avance et que la ligne prolétarienne peut devenir minoritaire. Le parti devenu bourgeois, la scission s'impose alors pour les communistes. Car bourgeoisie et prolétariat ne peuvent coexister dans le même parti qu'au prix de la perte d'identité de ce dernier.

LO n'effleure le problème dans aucun de ses textes. Pourquoi ? Probablement à cause de sa conception du rapport du parti à la lutte de classe. Là encore, faute de textes, nous nous trouvons obligés de taire appel à Trotski. « Ils ont mis en avant des mots d'ordre dangereux (il s'agit de l'opposition ouvrière, une fraction oppositionnelle au sein du parti Bolchevik en 1920. Ils s'opposaient à l'orientation du parti qu'ils jugeaient bureaucratique et détaché des masses). Ils ont fait des principes démocratiques un fétiche. Ils ont placé le droit des ouvriers de faire élire leurs représentants au-dessus du parti. Comme si le parti n'avait pas le droit d'affirmer sa dictature, même si cette dictature était en conflit temporaire avec les humeurs changeantes de la démocratie ouvrière... ». « Le Parti est obligé de maintenir sa dictature... quelles que soit les hésitations temporaires même de la classe ouvrière... la dictature n'est pas fondée à chaque instant sur le principe formel de la démocratie ouvrière ». (Discours au X^e Congrès du PCUS, 1921, cité dans « Socialisme ou barbarie » N°35 p119).

Sans parler du rapport aux masses que suppose cette conception, il faut signaler ici l'idée d'un parti toujours infaillible, donc placé en dehors de la lutte des classes, et garant par sa seule existence de la perpétuation de la dictature du prolétariat. Et c'est bien parce que LO ne se pose pas la question des conflits de classe dans le parti quelle n'y répond pas. Quant à notre position, elle a le mérite de poser le problème, même si les réponses sont encore insatisfaisantes (voire frustrantes).

Nous allons maintenant aborder ce que nous estimons être la racine, le cœur des idées fausses de LO: la conception erronée des rapports de production.

LES CONSEQUENCES SUR LES POSITIONS DE LUTTE OUVRIERE

Cette analyse de ce que sont les rapports capitalistes, est cohérente avec la conception de la dictature du prolétariat. Elle a, de plus, de multiples conséquences sur l'orientation de Lutte Ouvrière.

I. LA NATURE DE L'URSS.

Pour LO, l'URSS est un état de dictature du prolétariat, nous l'avons vu. Pour nous les rapports de production y sont capitalistes. Reprenons Marx, déjà cité : « Le capital, ce sont les moyens de production monopolisés par une partie déterminée de la société, les produits matérialisés et les conditions d'activité de la force de travail en face de cette force de travail, et qui du fait de cette opposition sont personnifiés dans le capital » (Le Capital, T2 p193).

En URSS la propriété d'état camoufle l'appropriation réelle des moyens de production par une petite partie de la société. L'ouvrier russe vit dans les mêmes conditions que l'ouvrier français. Il n'a aucune maîtrise, ni sur le choix de ce qui est produit, ni sur sa destination, ni sur la manière de le produire. En bref, il est coupé des moyens de production. Il ne possède que sa force de travail et doit la louer chaque jour, chaque mois, contre un salaire. Celui-ci lui donnera accès au marché officiel ou au marché noir pour acheter les produits qui lui permettront de se maintenir en vie et de reconstituer sa force de travail.

Où est la différence ? Le chômage n'existe pas ? Ce n'est nullement un élément fondamental des rapports de production capitalistes. C'est une conséquence lointaine de ce rapport de production dans les économies dites libérales. Il est dû à la ruine des paysans et aux augmentations de productivité. Or, en URSS, l'exode rural est sévèrement réglementé. Quant aux augmentations de productivité, les statistiques montrent qu'elles sont faibles, ce qui est une des causes de la crise actuelle dans ce pays. La peur du chômage, qui fait accepter à l'ouvrier français la discipline d'usine, est remplacée par la peur de la coercition, les camps de travail, le livret de travail.

La production est ultra-centralisée, planifiée, et la bureaucratie ne cherche pas à la faire grossir ; elle serait purement parasitaire, affirme LO. Le capital y est effectivement plus centralisé qu'en France, mais la France d'aujourd'hui passerait pour du Capitalisme d'État aux yeux d'un patron du 19^{ème} siècle. Cependant, il ne faut pas se faire d'illusions sur cette centralisation. Chaque ministère, chaque usine (et ceux qui les gèrent), tirent chacun dans leur direction, voient d'abord leurs intérêts particuliers, se battent comme des chiffonniers pour leur part d'investissement et ont pour but principal de faire grossir les moyens de production dont ils ont la charge. Qu'ils soient plus efficaces ou non que les managers occidentaux, cela est un autre problème. Le capital n'existe donc, en URSS comme ici, que sous forme de capitaux séparés. Ce phénomène existe d'ailleurs aussi, bien que dans une moindre mesure, au sein des grands trusts des pays occidentaux. Chaque secteur, voire chaque usine du trust, a son capital particulier qu'il s'agit de rentabiliser. Il a aussi son rapport particulier à la force de travail (voir les salaires comparés du pétrole, de la chimie, du textile, dans un trust comme Rhône-Poulenc par exemple). Les gérants de ces capitaux sont souvent en contradiction entre eux sur l'orientation à suivre. Le groupe Pechiney par exemple a vu, lors des nationalisations, l'opposition entre secteurs de pointe (contre la nationalisation) et secteurs déficitaires (pour celle-ci afin que l'état éponge le déficit et subventionne).

L'orientation de LO aboutirait, pour les révolutionnaires russes actuels, à centrer leurs efforts sur une réforme du système. Pas besoin d'une révolution économique et sociale; elle est déjà faite. Gagner des places dans les structures de l'état, se cacher, puis à la faveur d'un mouvement de masse, se découvrir, chasser les bureaucrates et occuper ainsi les leviers de direction de l'économie. C'est une tactique du style PCF que propose LO pour la Russie. Pour nous, seule une révolution balayant la vieille structure peut permettre un changement des rapports de production. De même, en cas de guerre, LO affirme soutenir l'URSS contre les USA, la France, etc... Cela revient à soutenir un impérialisme contre un autre, et si la France, par le plus grand des hasards, s'alliait à l'URSS, cela reviendrait à soutenir sa propre bourgeoisie (pas question alors de saboter l'armée par exemple).

II. LA NATURE DU PCF

Le PCF est caractérisé de temps en temps par LO comme parti bourgeois. Avec cela nous sommes d'accord. Le sens que nous lui donnons, c'est que le PCF accepte, reproduit les rapports bourgeois, et se battra pour les conserver. C'est à dire qu'il est pour le capitalisme, contre la révolution prolétarienne, contre la transformation des rapports dans un sens communiste. On le voit aujourd'hui quand il est amené à gérer des sociétés, des municipalités, des comités d'entreprise, des ministères. On le voit dans la lutte quand il favorise la délégation de pouvoir et quand il s'affronte aux quelques structures, aux embryons de pouvoir ouvrier constitués par les masses. On le voit dans son programme à long terme. Pour lui, le socialisme c'est la nationalisation de l'appareil de production, sa centralisation, sa direction par le PCF au gouvernement, plus la gestion des entreprises par le CE (donc par les syndicats, donc par le PCF également). Les masses ? Ce sont les supporters fervents des élus.

Pour LO, est-ce que cette caractérisation comme parti bourgeois signifie la même chose que pour nous. La lecture des deux textes nous fait dire que non. « En abandonnant la référence à la dictature du prolétariat, le PCF affirme (en fait réaffirme) que la gauche, si elle devient majoritaire dans le pays, peut transformer la société bourgeoise dans un sens socialiste et la conduire graduellement, par voie de réformes, jusqu'à un point de non-retour à partir duquel ce sera la marche triomphale vers le socialisme ». LdC p9. Ainsi, LO critique le réformisme parce qu'il « spéculer sur les sentiments légitimes des travailleurs » pour avancer ses illusions sur la possibilité d'une voie douce au socialisme, d'une voie légale, sans heurts et sans violence. La critique est donc sur la tactique, sur la manière d'aller au socialisme. A aucun moment les textes ne critiquent les conceptions développées par le PCF. Cela tient à ce que LO ne saisit pas bien ce que c'est que le socialisme. Et quand elle le définit, elle développe des positions finalement voisines de celles du PCF (sur les rapports de production, sur l'état des citoyens).

Pour LO, le PCF est bourgeois parce qu'il est intégré au cirque électoral et parce qu'il aspire à gérer le capitalisme. Mais quand un militant du PCF argumente et dit que ce n'est qu'une étape. LO ne peut répondre que sur la tactique (non cela ne peut pas être une étape !) pas sur le projet de société.

LO voit donc le PCF comme étant parcouru par une contradiction entre ses déviations bourgeoises et ses idées socialistes. « Entre la politique révolutionnaire qu'il ne veut plus mener et la politique réformiste qui ne sera pas récompensée par la bourgeoisie, le parti communiste restera, malgré ses efforts, assis entre deux chaises et sans perspectives » (brochure p16).

Ceci est faux. Le PCF est bel et bien sur la chaise bourgeoise, comme on l'a vu. Ses contradictions sont autres. Il y a tout simplement une contradiction entre sa volonté de restructuration et de gestion du capitalisme, gestion moderniste impliquant le choix des créneaux, et la nécessité de maintenir, voire élargir, sa base d'appui : l'aristocratie ouvrière, la bureaucratie syndicale. Voilà pourquoi il défend aussi bien le métier fin et délicat contre la grande production de masse que la révolution scientifique et technique. Il est contre la fermeture des usines mais pour les restructurations, l'élimination des gaspillages, les double emplois (l'exemple de la chimie en ce moment est net). Il est pour développer l'électronique et l'informatique, secteurs d'avenir où il a des positions faibles en tant qu'appareil, mais aussi pour maintenir ses bases dans la métallurgie en investissant à fond dans ce secteur, etc.

On le voit d'ailleurs mis régulièrement (en ce moment même par exemple) dans une contradiction entre deux orientations tout aussi bourgeoises l'une que l'autre et qui sont toutes deux des conséquences nécessaires de sa fonction réformiste dans le système : gérer de manière bourgeoise la société et encadrer de manière bourgeoise la classe ouvrière. La gestion du pays lamine l'influence du PCF dans la classe. Inversement l'influence du PCF dans la classe l'empêche d'avoir une orientation satisfaisant complètement la bourgeoisie en place. C'est au fond la même contradiction que dans le paragraphe précédent.

Les conceptions de LO l'amènent donc à affronter le PCF uniquement sur des questions de tactique. Le clivage sur les nationalisations, par exemple, se fait non pas sur le caractère capitaliste des nouveaux trusts d'état, qu'ils soient gérés par le PS ou par le PC, mais sur la question des indemnités. Le PS est pour. Le PC aussi, mais en les récupérant par l'impôt. LO est contre.

Encore une fois, cela ne permet pas aux masses de se déterminer par rapport à un projet de société, mais par rapport au déroulement de la lutte. Cela a encore des conséquences sur la question de la construction du parti. Cette analyse revient à surestimer les militants du PCF et à donner une importance démesurée à la possibilité d'en rallier un grand nombre (voir LdC de décembre 1982).

III. D'AUTRES CONSÉQUENCES.

Par rapport à la nature de l'URSS, du PCF les conséquences sont nombreuses. Si on reprend l'analyse développée en première partie à la lumière de la conception du capitalisme défendue par LO, on comprend mieux le lien entre les différents aspects de son orientation.

A) L'analyse du gouvernement de gauche.

On a vu le flou qui entoure la caractérisation de ce gouvernement par LO. Incapable d'analyser de manière correcte les rapports de production actuels, LO ne peut situer dans ces rapports bourgeois les partis de gauche. Ces partis se situent dans un rapport bourgeois avec les masses, à la fois par la fonction gouvernante qu'ils y occupent ou y ont occupée et par leur statut dans cette société (mairies, comités d'entreprises, etc.) ainsi que par leur programme qui perpétue (et ambitionne d'améliorer) les rapports sociaux capitalistes et même par les rapports de clientèle qu'ils entretiennent au sein de la classe ouvrière.

Ce sont des bourgeois. Mais pour LO ce sont seulement des valets des bourgeois : des représentants élus par les travailleurs mais lâches, qui plient sans arrêt devant les patrons. Chaque mesure anti-ouvrière prise par le gouvernement est perçue par LO comme un « recul » devant le patronat. « La gauche n'a quasiment rien appliqué de ce qu'elle avait promis. Elle devait réduire le chômage en augmentant la consommation, et depuis des mois elle fait l'inverse, sous la pression de la bourgeoisie » (tract du 7-3-1983). Des citations comme cela on peut en trouver des dizaines.

L'offensive contre le pouvoir d'achat des travailleurs à bien démenti cette vision. Le gouvernement de gauche s'est comporté en parfait gestionnaire, conscient du rôle historique qui lui était dévolu : la défense des intérêts à long terme de la bourgeoisie (pardon !, de l'entreprise) y compris contre les patrons et les directeurs qui devaient préférer par intérêt maintenir le pouvoir d'achat de leurs ouvriers.

B) L'analyse de classe.

Si on se reporte au chapitre qui traite de cette question dans la première partie, on se rend compte que l'opportunisme de l'orientation de LO est lié à sa conception du capitalisme et des tâches de la période de transition au communisme.

Si la division capitaliste du travail n'est pas fondamentale pour définir le capitalisme, pour définir l'exploitation que subissent les ouvriers, pas besoin alors de délimiter et de définir le prolétariat. En effet, pas besoin alors de définir qui constitue le socle de cette exploitation, à qui on fait transpirer du surtravail et comment, et qui donc est capable de comprendre et de bouleverser cette division capitaliste du travail. Le prolétaire cède la place au « pauvre » dans le bagage théorique de LO.

De même, dans la division capitaliste du travail, le cadre a une fonction. Celle-ci, qu'elle soit purement technique ou gestionnaire, ou les deux à la fois, apparaît comme naturelle à Lutte Ouvrière. LO qui envisage au mieux, après la révolution, une élection des responsables, ne projette pas la recomposition des tâches. Le cadre apparaît alors, non comme un ennemi, mais comme quelqu'un de dominé par les capitalistes. Ce qui est vrai aussi. En fait, le cadre est un agent dominé de la domination capitaliste. Si on ne comprend pas ce qu'est le capitalisme et la division capitaliste du travail, on ne saisit que l'un ou l'autre aspect. Ne saisir que l'aspect dominé des cadres en tant que salariés, conduit à les inclure dans la masse des exploités. Ne saisir que l'aspect domination capitaliste à travers leur comportement conduit à les identifier au patron. LO fait alternativement l'un et l'autre dans ses prises de position politique et dans ses échos de boîte. Les cadres ne sont dénoncés que dans la mesure où ils

emmerdent les ouvriers dans tel ou tel atelier et dans la mesure où ils ne font pas grève (voire les brisent). LO ne comprend pas que ces comportements sont liés à leur place dans la production et que seule la suppression de cette fonction au cours d'un vaste mouvement révolutionnaire peut supprimer ces attitudes.

C) La conception générale de la révolution.

Si on pense que le capitalisme c'est la propriété privée des moyens de production défendue par les militants, alors deux choses suffisent pour tout transformer.

- Le mouvement des masses Un mouvement spontané et inconscient contre toutes sortes de conséquences du capitalisme et sur toutes sortes d'objectifs Peu importe, pourvu que le mouvement soit large et plus puissant que les forces armées de la bourgeoisie.
- Un Parti qui dirige ce mouvement. Lui seul a la conscience, mais il ne la propage pas. Ce n'est pas utile. Lui seul est le véritable acteur de la transformation des rapports sociaux dans la mesure où c'est lui qui exproprie et lui qui dirige le bras armé de la révolution contre les anciens exploiters.

IV. - LA PRATIQUE ORGANISATIONNELLE.

A) Conséquence de la conception qu'a LO sur la construction du parti.

Le tract hebdomadaire schématise bien cela : un centre qui définit l'orientation (l'édito) et une cellule de base qui cite des événements ayant lieu sur la boîte (les échos). Le centre pense et la cellule s'attache à organiser la lutte. Cela stérilise nécessairement la capacité d'analyse, d'élaboration et de traduction active de la ligne de l'organisation de la part des structures de base. Celles-ci ne cherchent pas à élever la conscience de la nécessaire transformation des rapports de production et ne bataillent pas aujourd'hui sur cet objectif, puisqu'elles n'en voient pas la nécessité auprès des masses.

La division du travail dénoncée plus haut, à propos des comités de grève, entre [organisation (qui dirige et qui sait) et les masses (qui suivent et qui luttent)], se reproduit au sein même de l'organisation : le centre dirige et sait, les cellules de base font confiance et agissent.

Qu'en pensent les camarades de Combat Communiste qui ont été membres de Lutte Ouvrière ? « L'organisation n'habitue pas systématiquement les travailleurs à essayer de trouver eux-mêmes la solution aux problèmes de l'entreprise comme aux problèmes politiques généraux qui sont abordés dans les bulletins d'usine. L'intervention dans les entreprises s'effectue selon des méthodes immuables, élaborées dans les moindres détails par la direction de LO et ne laisse guère de place à l'initiative et à la réflexion. Cette intervention est également contrôlée et suivie dans ses moindres détails par les camarades plus compétents, ce qui tend à former des exécutants et accroît la soumission du militant de base à ses dirigeants. Comment pourrait-il s'opposer politiquement à ceux qui guident quotidiennement chacun de ses pas ? ».

LO reproduit donc en son sein ce que nous connaissons tous les jours : la division capitaliste du travail, basée sur une place différente dans le rapport au savoir et dans le pouvoir de décision. Ces rapports internes à l'organisation sont là aussi cohérents avec la conception de la marche à la révolution. LO n'a pas besoin de militants ou de cellules de base qui cherchent à contribuer à l'élaboration du programme, à mener bataille dans et hors l'organisation. LO a besoin de techniciens des luttes qui drainent la confiance des masses vers un centre dirigeant. C'est également cohérent avec l'analyse du capitalisme et de la dictature du prolétariat : si les transformations révolutionnaires (le parti exproprie, « donne » toutes les libertés...) viennent d'en haut, avec des masses qui suivent, approuvent et font confiance, cela suppose les mêmes rapports au sein de l'organisation, dans l'élaboration de la ligne et dans la conduite de l'organisation.

Côté construction du socialisme, LO ne saisit pas l'importance et la place de l'initiative des masses, de leur propre progression à travers échecs, reculs, bilans et nouvelles avancées.

Côté construction de l'organisation, elle ne saisit pas l'importance des initiatives des cellules de base, l'importance

de leur autonomie politique dans leur intervention, l'importance des échecs, des tracts mal rédigés ou erronés, qui permettent de mettre le doigt sur ses propres incapacités, ce qui est le meilleur moyen de les surmonter.

Côté dictature du prolétariat, c'est le parti qui commande et les « lourdes masses » qui suivent.

Côté organisation, c'est le bureau politique qui décide de tout et l'ensemble de l'organisation qui applique.

Côté dictature du prolétariat, LO perçoit une société sans contradictions (à part celles avec les anciens exploiters) ; sans voir que les contradictions entre ouvriers et gestionnaires, citadins et paysans, hommes et femmes, français et étrangers, donnent naissance à une lutte intense, véritable moteur des transformations vers le communisme.

Côté organisation. LO est incapable de centraliser la richesse de ses militants, de profiter de la variété des expériences et des points de vue, de saisir l'intérêt d'une critique ou même d'envisager une divergence en son sein.

B) LO monolithique ?

Il y a peu de moyens de savoir ce qui se passe dans cette organisation. LO, qui aspire à ce que l'état soit une maison de verre (LdC p14) ne l'applique pas à sa propre organisation. Les raisons de clandestinité nécessaire aujourd'hui pour répondre à la répression, au flicage, ne suffisent pas à l'expliquer. On ne voit jamais apparaître un seul désaccord dans la presse de LO : lettre de lecteur, contribution critique... LO serait-elle exempte de contradiction ? Serait-elle un îlot d'unanimité ? De même pour les derniers congrès : cela a peut-être été discuté ferme, mais on a eu aucun écho de ce débat. Le résultat c'est que les positions justes qui peuvent avoir été dégagées ne peuvent être assimilées par de simples lecteurs ou des sympathisants, faute de savoir contre quelles idées fausses elles se sont battues.

A ce propos Combat Communiste écrit : « Profondément, la notion même de divergence politique est quelque chose d'inconnu à LO. Quand quelqu'un n'est pas d'accord, c'est qu'il n'a pas compris. S'il insiste, intervient alors le sempiternel refrain sur la modestie qui contraste avec l'arrogance et le mépris avec lequel les militants de LO traitent les autres groupes révolutionnaires ».

Les camarades de Combat Communiste, qui ont mené le débat dans LO sur la nature de l'URSS, en ont été exclus au bout d'une année de débat. Cette exclusion semble avoir été une tentative de règlement par des moyens administratifs d'une contradiction politique. Nous ne sommes pas contre toute exclusion par principe, mais nous pensons que si elle a lieu, elle doit sanctionner un débat où les positions, étendues à toutes les conséquences, aboutissent à la constitution de deux lignes, clairement perçues par la masse des militants, et jugées incompatible au sein de la même organisation. Or, il ne semble pas que cela ait été le cas (même si cela devait être l'aboutissement logique du processus). Ce genre de mesure n'engendre alors aucune clarification, aucune progression politique, mais l'incompréhension et le suivisme.

En fait, là comme ailleurs, LO reproduit les travers du PCF : le monolithisme. Un monolithisme en contradiction avec certains thèmes développés par LO : la liberté pour tous, la « maison de verre » comme principe de direction, etc. En fait, ce monolithisme est cohérent avec la conception du capitalisme (il est naturel et obligé d'avoir des cadres) et avec la conception du socialisme qui se construit par en haut, par les décrets et décisions d'une direction éclairée.

CONCLUSION

Le déroulement des conflits de classe amène régulièrement des ouvriers, en rupture avec le PCF à se poser le problème de la construction d'une alternative politique au réformisme. L'influence de LO empêche une rupture conséquente avec toute l'orientation du PCF. Que ce soit sur la nature de la classe ouvrière, l'analyse des rapports de production, (analyse de classe, la nature de la société de transition au communisme, l'orientation de LO se révèle extrêmement voisine de celle du PCF. La rupture avec ce parti reste alors superficielle. Elle s'en tient à la critique de son électoralisme, de son nationalisme et de son bureaucratisme.

Plus généralement, l'influence large développée par LO grâce à son rôle dans la défense des intérêts des travailleurs est contradictoire. Elle présente d'abord l'intérêt de cristalliser une opposition au PCF dans les entreprises. Cette opposition au caractère anarcho-syndicaliste n'existerait sans doute pas de manière organisée sans l'influence de LO. Cependant, on y trouve le plus souvent : soit des ouvriers en rupture organisationnelle avec le PCF et la CGT, mais développant les mêmes thèmes, soit des gens affirmant être d'accord avec LO dans la boîte mais qui font confiance au PCF en dehors.

Pour le reste. LO influence une frange de la jeunesse ouvrière aux idées floues, parfois riches, parfois erronées (voire les trois à la fois le plus souvent) mais qui ne progresse pas politiquement. Cette audience large, alimentée par les échos de boîte, les éditos, et même parfois par l'hebdomadaire, est essentiellement sous l'influence politique et idéologique du PCF.

Enfin, la ligne de LO ne permet pas de donner une orientation révolutionnaire aux luttes auxquelles elle participe et permet encore moins de les faire converger dans un mouvement de transformation révolutionnaire de la société.

L'avenir étant presque aussi imprévisible que la météo, il se peut cependant que LO se retrouve portée au pouvoir par un mouvement de masse dégoûté des partis réformistes. Il est inévitable qu'alors LO verrait ses meilleurs militants absorbés dans les tâches d'organisation et de gestion. Après une série de mesures visant à saper le pouvoir politique et économique des anciens exploités, ces nouveaux dirigeants seraient armés de la certitude que, pour l'essentiel, les mesures socialistes sont accomplies. Ils seraient alors mûrs pour se préoccuper exclusivement du niveau de la production et pour se désintéresser de la volonté des masses comme cela s'est produit dans tant de pays. Croyant construire le socialisme, ils ne feraient que perpétuer les rapports bourgeois et le capitalisme.

Inévitablement les masses ne resteront pas inactives, et le nouveau pouvoir, armé de la certitude de représenter les intérêts historiques du prolétariat s'y heurtera, estimant combattre les « corporatismes égoïstes et petits-bourgeois ».